

De l'Influence de la chose jugée
au Criminel sur le Civil
et inversement
au Civil sur le Criminel
en Matière de Questions d'État

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 24 Mai 1909, à 2 h. 1/2

PAR

Michel POUGET

Président : M. GARÇON, professeur.

Suffragants { *MM. LE POITTEVIN, professeur.*
WAHL, professeur.

PARIS

Henri JOUVE, Imprimeur-Editeur

15, Rue Racine, 15

1909

DE L'INFLUENCE DE LA CHOSE JUGÉE
AU CRIMINEL SUR LE CIVIL
et inversement
AU CIVIL SUR LE CRIMINEL
EN MATIÈRE DE QUESTIONS D'ÉTAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

De l'Influence de la chose jugée

au Criminel sur le Civil

et inversement

au Civil sur le Criminel

en Matière de Questions d'État

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 24 Mai 1909, à 2 h. 1/2

PAR

Michel POUGET

Président : M. GARÇON, professeur.

Suffragants { *MM. LE POITTEVIN, professeur.*
WAHL, professeur.

PARIS

Henri JOUVE, Imprimeur-Editeur

15, Rue Racine, 15

1909



BIBLIOGRAPHIE

- AUDINET. — *De l'autorité au civil de la chose jugée au criminel*. Thèse, Poitiers, 1883.
- BAUDRY-LACANTINERIE, CHAUVEAU et CHÉNEAUX. — *Traité des personnes*, 3^e édition, 1905.
- BEUDANT. — *Influence du criminel sur le civil*, Revue critique, 1864; *Cours de droit civil*: l'état et la capacité des personnes, 1896-97.
- BONNIER et LARNAUDE. — *Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et en droit criminel*, 5^e édition, 1887.
- R. BUFNOIR. — *De l'autorité de la chose jugée en matière d'état des personnes*. Thèse, Paris, 1893.
- CHÉNEAUX. — *De l'autorité de la chose jugée sur les questions d'état*. Thèse, Bordeaux, 1895.
- DASTARAC. — *De l'effet de la chose jugée en matière d'état des personnes*. Thèse, Toulouse, 1895.
- DEMOLOMBE. — *Traité de la paternité et de la filiation*, 6^e édition, 1880.
- GARÇON. — *Code pénal annoté*, 1901-06.
- GARRAUD. — *Précis de droit criminel*, 8^e édition, 1906.
- GARSONNET. — *Traité théorique et pratique de procédure*, 2^e édition, 1898-1906.
- GRIOLET. — *De l'autorité de la chose jugée en matière civile et criminelle*, 1868.
- LACOSTE. — *De la chose jugée en matière civile, criminelle, disciplinaire et administrative*, 2^e édition, 1904.
- LAURIN. — *De l'effet de la chose jugée en matière d'action d'état*. Thèse, Aix, 1902.
- MANGIN et SOREL. — *Traité de l'action publique et de l'action civile*, 3^e édition, 1876.
- PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil*, tome I, 5^e édition, 1908. — Tome II, 4^e édition, 1907.
- PÉRARD. — *De l'influence de la paternité et de la filiation sur l'incrimination et la pénalité*. Thèse, Paris, 1906.
- TISSIER. — *Théorie et pratique de la tierce opposition*.

INTRODUCTION

Il arrive très souvent qu'un même fait engendre un rapport de droit criminel et un rapport de droit civil et donne lieu à deux actions : l'action publique, qui tend à l'application d'une peine et l'action civile en dommages et intérêts qui a pour objet de réparer le préjudice causé à la victime du délit. Dès lors s'élève une question très connue et des plus importantes : quel est l'effet, sur l'une de ces actions, de la chose jugée relativement à l'autre ? Par exemple, voici un délit de coups et blessures ; le tribunal répressif a décidé que les éléments du délit qui a motivé la poursuite n'étaient pas réunis : va-t-il être interdit au tribunal civil d'accorder des dommages et intérêts en se fondant sur l'existence de coups et blessures ? Inversement, le tribunal civil a accordé des dommages et intérêts à la victime des coups et blessures : le tribunal criminel pourra-t-il néanmoins décider que le délit n'existe pas ? Tel est un aperçu rapide des difficultés qui surgissent lorsqu'il s'agit de résoudre le problème de l'influence de la chose jugée sur le civil et inversement.

Mais ce n'est là qu'un des aspects de la question, elle se présente à l'occasion de beaucoup d'autres matières de droit civil, notamment en matière d'état des personnes : c'est à ce point de vue seulement que nous nous proposons de l'envisager au cours de cette étude.

Il convient tout d'abord de dégager nettement l'hypothèse et de la préciser avec soin.

L'état d'une personne consiste dans la position qu'elle occupe vis-à-vis de la société et de la famille. Elle résulte d'un certain nombre de qualités que la loi prend en considération pour y attacher des effets juridiques.

De ces qualités, éléments constitutifs de l'état, les unes, comme l'âge et le sexe, sont de pures questions de fait ; les autres, dont les principales sont la filiation, le mariage, la nationalité, peuvent susciter, pour leur détermination, de graves difficultés juridiques : ces difficultés viennent parfois de questions litigieuses qui s'élèvent au sujet des actes de l'état civil destinés à former la preuve normale de l'état des personnes.

Il est, dès lors, facile d'apercevoir le rapport qui peut exister entre un fait délictueux et une question d'état. Supposons par exemple le crime de parricide prévu et puni par l'article 299 du Code pénal : l'élément constitutif de ce crime est le rapport de filiation qui unit l'agent et la victime. Une décision de la juridiction répressive prononce une condamnation pour parricide ; elle implique, par suite, la solution de la question de filiation. Cette question sera-t-elle jugée à l'égard de la juridiction civile ? Inversement, la question de filiation

tranchée par le tribunal civil a-t-elle autorité de chose jugée devant le tribunal répressif ? Tel est le problème qui surgit à propos de toutes les questions d'état, lorsque, en même temps, ont été commis des faits délictueux. Il s'agit de savoir si les magistrats de l'une ou l'autre juridiction pourront exprimer librement leur conviction intime, au risque de contredire la solution antérieure, ou si, au contraire, ils n'auront pas la faculté de faire abstraction de la décision déjà rendue. Et il en sera ainsi toutes les fois que la loi pénale aura été violée par un fait contraire à l'organisation de la société et préjudiciable aux intérêts légitimes d'un particulier. En pareil cas, la société, tenue de sévir contre le délit pour assurer sa propre conservation, mettra en mouvement la juridiction criminelle. D'un autre côté, comme elle est la gardienne des intérêts privés, elle devra se mettre en mesure d'assurer la réparation du préjudice causé aux individus qui la composent et les tribunaux civils se chargeront de cette mission.

Dès lors, deux actions sont en présence, l'action publique et l'action civile. La première tend à l'obtention d'une peine, la seconde est accordée à la partie lésée pour poursuivre l'auteur du dommage et obtenir une réparation. L'action publique ne peut être exercée qu'à l'occasion de faits réprimés et défendus par la loi pénale. L'action civile est ouverte dès qu'un acte qui a troublé l'ordre public a causé en même temps à un individu un préjudice déterminé.

Lorsque la partie lésée porte son action devant le tribunal de répression qui connaît de l'action publique, il est évident qu'il n'y aura pas à s'occuper de l'influence du criminel sur le

civil, car les deux actions seront soumises à l'appréciation des mêmes juges, qui statueront sur l'une et l'autre par une sentence unique.

Au contraire, la difficulté apparaît, lorsque l'action civile est portée non pas devant le tribunal de répression, mais devant le tribunal civil ; les deux actions, publique et civile, ne sont plus de la compétence des mêmes juges. La mission de chaque juridiction est différente, le tribunal de répression apprécie la culpabilité pénale ; au contraire, l'examen du délit civil est réservé aux magistrats de l'ordre civil. On conçoit, par suite, qu'il y ait lieu de se demander quelle va être l'influence du criminel sur le civil ou réciproquement.

Indiquons immédiatement que, pour délimiter le champ de nos recherches, nous laisserons en dehors de notre étude les questions d'état préjudicielles dont la connaissance est en effet exclusivement réservée au tribunal civil. De là une double conséquence : d'abord le problème de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil ne comprend pas dans ses données ce qui comporte les questions d'état préjudicielles ; il faudrait, en effet, supposer qu'une décision de la juridiction criminelle est intervenue, antérieurement à la solution du litige par le tribunal civil, ce qui est juridiquement impossible par définition. Du moment que le domaine des questions d'état préjudicielles est entièrement soustrait aux juridictions pénales, il en résulte que la chose jugée au civil en matière de questions d'état préjudicielles fait autorité au criminel ; le tribunal de répression est lié par le tribunal civil et doit conformer sa décision à celle de ce tribunal. En effet, s'il est

défendu au tribunal répressif de statuer avant le tribunal civil, ce n'est manifestement pas pour lui permettre d'infirmier ensuite les décisions de la juridiction civile (Cassation, 6 mars 1857, S. 57-1-636, D. 57-1 180) (1).

Notre sujet étant délimité, l'étude que nous entreprenons portera sur *l'autorité de la chose jugée* : 1° au criminel sur le civil ; 2° au civil sur le criminel, en matière de questions d'état non préjudicielles.

Mais la première question à résoudre est assurément celle de savoir quand il y a chose jugée. Aucun texte du code pénal ni du code d'instruction criminelle ne fournit la réponse. Il nous faut d'abord examiner quand il y a chose jugée, puis les motifs qui justifient l'influence des jugements criminels sur les intérêts civils.

(1) MAGNIN et SOREL, *Traité de l'action publique et de l'action civile*, n° 418 ; TRÉBUTIEN, *Cours élémentaire de droit criminel*, tome II, p. 653 ; ORTOLAN, *Eléments de droit pénal*, nos 2136 et 2137 ; GARRAUD, *Précis de droit criminel*, n° 627 ; GRIOLET, *De l'autorité de la chose jugée en matière civile et en matière criminelle*, Revue pratique, 1867, tome XXIV, p. 248.

CHAPITRE I

Le fondement du principe de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil

Quand on envisage l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil, l'accord est unanime aujourd'hui, en doctrine et en jurisprudence, pour affirmer la prédominance du criminel sur le civil. Cette prédominance qui ne se discute plus, est proclamée notamment par les arrêts de la Cour de Cassation du 16 mai 1887 (S. 88-1-73) et de la Cour de Paris du 9 décembre 1885 (S. 87-2-169) : la chose jugée au criminel exerce sa répercussion sur les intérêts civils.

D'où vient cette influence nécessaire ? On pourrait au premier abord s'en étonner. En effet, un des principes fondamentaux du droit moderne est celui de l'indépendance du juge, qui est tenu de rester neutre dans la recherche et le rassemblement des preuves qui doivent déterminer sa décision. Le magistrat devant qui est porté un litige statue d'après sa conscience et ne saurait être lié par la loi ou par un jugement antérieur. La loi ne dit pas au juge : vous tiendrez pour vrai un fait

attesté par tel ou tel nombre de témoins, vous ne regarderez pas comme suffisamment établie toute preuve qui ne sera pas formée de tel procès-verbal, de telles pièces, de tels témoins. Elle ne lui pose que cette question : avez-vous l'intime conviction ? La certitude morale devient ainsi la certitude judiciaire (1). Nous ne vivons donc plus sous le régime des preuves légales.

S'il est dérogé à cette règle fondamentale de notre organisation judiciaire en ce qui concerne l'influence de la chose jugée au criminel sur le civil, quel est le fondement de cette dérogation ? D'où vient-elle et quelles sont exactement ses limites ? La réponse à cette question s'impose, car, suivant que l'on assigne tel ou tel fondement à la dérogation dont il s'agit, celle-ci est susceptible de recevoir une application plus ou moins étendue. Or, sur ce point, plusieurs théories célèbres sont aux prises.

Merlin et Toullier ont avancé, d'abord, des opinions contraires, qu'il n'est point inopportun d'examiner, soit en raison de la réputation laissée par ces auteurs, soit parce que, les premiers, ils ont compris l'importance qui s'attache à ces débats. D'après Merlin, « le criminel emporte le civil » (2). Dès lors, l'action civile doit réussir en cas de succès de l'action publique ; elle doit échouer au contraire si l'action publique n'aboutit pas. L'action civile serait la dépendance nécessaire

(1) FAUSTIN HÉLIE, *Traité de l'Instruction criminelle*, 2^e éd., 1888, tome IV, n^{os} 1769 et s.

(2) *Recueil alphabétique des questions de droit*, voir FAUX, § 6, p. 142 et s.

de l'action publique et elle comporterait l'application de tous les éléments qui ont contribué à l'évolution de cette action. En effet, démontre le célèbre jurisconsulte, les deux actions contiennent les trois identités exigées par l'article 1351 C. civ. pour l'autorité de la chose jugée ; les mêmes parties, le même objet et la même cause se rencontrent à la fois dans les deux actions.

Qu'il y ait identité de parties d'abord, on n'en saurait douter : la partie lésée, à qui appartient l'action civile se trouve déjà représentée par le ministère public dans l'action publique, En poursuivant la répression des infractions de toutes sortes, le ministère public agit au nom de tous les intéressés, par conséquent, même au nom de la victime de l'infraction ; tous ont été parties à l'instance et ont été visés par le jugement. Or, on sait qu'il n'est pas nécessaire, pour que l'identité de personnes se rencontre, que le même individu qui intente aujourd'hui le nouveau litige ait comparu déjà en personne dans l'instance précédente, et il suffit qu'il y ait été représenté par un tiers sans distinguer suivant que celui-ci a exercé en son nom propre ou au nom du représenté les droits que ce dernier possédait.

Quant à l'identité de cause, elle n'est pas moins certaine, les deux actions ne sont-elles pas nées d'un même fait matériel, le délit qui a provoqué à la fois la répression, et l'action en indemnité ? Mais, pour l'exercice de la répression, de même que pour la reconnaissance de préjudice, une première condition s'imposait : la constatation du fait matériel qui constitue le délit. Or, la démonstration de ce fait est établie aussi bien

par le ministère public agissant au nom de la société que par le particulier qui cherche à défendre son propre intérêt.

L'identité d'objet elle-même existe. Il ne le semble pas cependant à première vue, l'action publique ne tendant qu'à l'application de la peine, l'action civile se préoccupant avant tout de la réparation du dommage causé à la victime. Toutefois, en y regardant de plus près, on s'aperçoit que le procès civil n'est pas indépendant du procès criminel ; le procès criminel est au contraire, préjudiciable au procès civil : cela résulte de l'article 3 du Code d'instruction criminelle. « Or, il est impossible que le procès criminel soit préjudiciel au procès civil sans que le fait déclaré constant dans l'un soit tenu pour tel dans l'autre, sans que le jugement rendu sur ce fait dans le premier ait autorité de la chose jugée dans le second, et, par conséquent, sans que, malgré la différence de leurs objets directs, les deux procès soient censés, aux yeux de la loi, avoir le même objet fondamental par cela seul qu'ils ont la même cause ». (Merlin, *ibid.* p. 143).

Ainsi se trouvent réunies les trois identités requises par l'article 1351 C. civ. et telle est la démonstration de l'autorité de la chose jugée au criminel sur les intérêts civils (1).

Cette opinion a été victorieusement réfutée par Toullier (2). Il pose au contraire en principe qu'entre un jugement criminel et une décision civile subséquente il n'y a jamais identité

(1) MANGIN et SOREL (N^{os} 414 et 416) et LE SELLYER, *Traité de l'exercice et de l'extinction des actions publique et privée*, N^o 719,

(2) *Droit civil français*, tome VIII, N^o 30 ; tome X, N^o 247.

d'objet, ni identité de parties. Il n'y a pas identité d'objet, car l'objet de l'action publique est de punir par l'application d'une peine les atteintes portées à l'ordre social. L'action civile poursuit simplement le versement d'une indemnité pécuniaire réparatrice du dommage qu'engendre le délit. Le ministère public peut bien poursuivre ; mais il n'a pas qualité pour réclamer la réparation du préjudice causé. Comment apercevoir une identité d'objet entre deux actions, dont l'une aboutira à l'application d'une peine, l'autre à une condamnation pécuniaire ? Il n'y a pas davantage identité de parties, car le ministère public ne représente pas la victime du délit en tant que partie lésée, il n'a aucun mandat pour agir en son nom ; le ministère public et la partie lésée sont complètement étrangers l'un à l'autre : le premier n'a pas plus qualité pour faire attribuer une somme d'argent à la victime que celle-ci n'est fondée à réclamer une condamnation pénale contre l'auteur de l'infraction. « Etrange représentant, déclare Toullier, que celui qui n'a point et qui ne peut même pas recevoir le mandat du représenté ni prendre des conclusions pour lui ».

La démonstration de Toullier a été reprise et développée par Ortolan (1) et par Demolombe (2). Toullier avait concédé qu'il y avait identité de cause entre les deux actions. Cette concession n'infirmait d'ailleurs nullement sa théorie, puisque l'article 1351 exige deux autres conditions pour que la règle

(1) *Eléments de droit pénal et d'instruction criminelle* (N^{os} 1813 et suivants).

(2) *Cours de Code civil*, tome XXX, N^o 408.

qu'il pose s'applique avec toute son énergie. Ortolan et Demolombe ont établi que, si les deux actions reposent sur le même fait matériel, qualifié délit au point de vue pénal, considéré comme la source d'un dommage au point de vue civil, le même fait est envisagé dans les deux instances sous des rapports qui n'ont rien de commun. C'est parce qu'il viole la loi pénale qu'il donne prise à l'action publique ; c'est en raison d'un préjudice injustement causé à la partie lésée qu'il met en mouvement l'action civile. En définitive le même fait présente deux caractères, un caractère délictueux et un caractère dommageable qui expliquent la naissance des deux actions ; ils ne sont pas d'ailleurs nécessairement liés ensemble : en droit civil, le moindre tort causé à autrui oblige à une réparation, tandis que la peine ne peut réprimer qu'une faute d'une certaine gravité. Il y a, en d'autres termes, complète indépendance entre la conception du délit civil et celle du délit pénal et ces deux catégories de délits ne se correspondent nullement. Ainsi, bien qu'elle ne cause aucun préjudice à celui contre qui elle était dirigée, la tentative de vol constitue un délit pénal ; à l'inverse, nombreux sont les exemples de délits civils qui n'ont pas été érigés en infractions prévues par les lois répressives : le stellionat (délict civil commis par celui qui vend ou hypothèque un immeuble dont il n'est pas propriétaire ou qui présente comme libres des biens hypothéqués, (art. 2059 C. civ.) n'est nullement puni par la juridiction pénale, et il en est de même du recel dans les successions, du dol dans les contrats, de l'ingratitude du donataire dans les libéralités. Il est donc facile de comprendre qu'un fait dommageable ne

ne soit pas délictueux au sens de la loi pénale ou inversement. Il en résulte que la cause du jugement criminel et celle du jugement civil ne sont pas identiques.

Et, dans les développements qu'il donne à la doctrine dont Toullier s'était porté le premier champion, Demolombe en arrive à conclure, avec Ortolan, que l'article 1351 n'a point une portée générale et n'est pas susceptible d'être étendu à des questions qui ne seraient pas d'ordre purement civil. Les conditions exigées par ce texte impliquent « que la chose jugée est invoquée devant un tribunal appelé à juger des questions de même nature, dans le même ordre d'intérêts que le tribunal qui a déjà statué et qui aurait pu être, en effet, appelé aussi à juger la même question sur laquelle la chose jugée a prononcé ; il suppose, en un mot, l'identité de juridiction entre le premier tribunal qui a déjà jugé la question, et le second tribunal que l'on veut en saisir » (1). Si l'article 1351 a été écrit, c'est en vue d'éviter des contradictions entre les tribunaux, appartenant à la même juridiction, appelés à trancher les difficultés similaires. Mais, lorsque les juridictions sont d'ordre différent, l'autorité de la chose jugée n'est plus en jeu ; la juridiction civile et la juridiction criminelle, même saisies de procès analogues, ne les examinent jamais au même point de vue.

La conclusion à laquelle arrivent Toullier, Ortolan et Demolombe est qu'il ne saurait y avoir aucune influence de la chose jugée au criminel sur l'action civile.

(1) DEMOLOMBE, tome XXX, p. 381.

La démonstration établie par Demolombe a donné naissance à un troisième système, défendu notamment par Aubry et Rau (1), système qui est adopté aujourd'hui par la plupart des auteurs et la jurisprudence.

En réalité, l'article 1351 n'est pas, dans cette opinion, le seul argument à invoquer dans le débat ; des considérations d'un ordre plus élevé ne doivent pas être négligées. Que la chose jugée au criminel ait autorité sur le civil, c'est là une vérité qui n'est plus contestable, qui s'impose comme conforme à l'intérêt social, mais on lui chercherait vainement un fondement dans l'article 1351. L'action publique et l'action civile offrent assurément ce trait commun qu'elles s'attachent à résoudre un certain nombre de questions analogues : le fait matériel a-t-il été commis, l'individu poursuivi en est-il l'auteur ? Mais il existera toujours une différence entre elles, elles ne sont point exercées par les mêmes parties. Que la victime du délit soit représentée par le ministère public en tant que membre de la société, personne ne peut y contredire. Seulement le ministère public ne se préoccupe nullement de la réparation du préjudice pécuniaire causé à la victime : « Le ministère ne représente la victime du délit que pour le préjudice social, il ne la représente pas pour le dommage particulier qu'elle a elle-même subi » (2).

(1) *Cours de droit civil français*, tome VIII, p. 405 et suivantes, § 769 bis, texte et note II ; MARCADÉ, *Explication du Code civil*, article 1351, Nos 15 et 16.

(2) LACOSTE, *De la chose jugée*, 2^e édition, 1904, N° 1062.

Il faut donc chercher ailleurs la cause de l'influence que la chose jugée au criminel exerce sur le civil. Etant donné qu'il s'agit de juridictions d'ordre différent, l'article 1351 doit être rejeté en dehors du débat. Si l'on veut invoquer un texte, il est plus juridique de se référer à l'article 3 du code d'instruction criminelle, d'après lequel, quand une action en répression a été intentée, soit avant l'exercice de l'action civile devant les juridictions civiles, soit alors que cette action est pendante devant des juridictions, l'exercice de l'action civile, quelle qu'elle soit, se trouve suspendu jusqu'à ce qu'il ait été statué au criminel ; ce qui paraît bien impliquer que le juge civil devra tenir compte de la décision rendue par le tribunal de répression.

Il y a deux motifs qui justifient excellemment ce principe : L'ordre public, d'abord, commande que la décision qui émane d'une juridiction de répression ne puisse plus être remise en question par une autre autorité. Il ne faut point que le jugement criminel soit à la merci d'une décision du tribunal civil sollicité par l'initiative individuelle. Les tribunaux répressifs et ceux d'ordre civil ont des missions complètement différentes ; les premiers ont à résoudre la question de savoir si l'accusé ou le prévenu est l'auteur des faits qui lui sont reprochés comme constituant une infraction aux lois pénales : ils agissent ainsi comme représentants de l'intérêt social, il faut donc que la peine infligée par eux soit revêtue, vis-à-vis de tous, d'une autorité absolue, « qui, seule, lui permet de réaliser son but, et sans laquelle la peine sociale ne pourrait produire les effets préventifs et réparateurs qui la rendent utile au maintien

de l'ordre public » (1). Si la peine n'avait pas un caractère irrévocable à l'égard de tous, elle ne produirait plus les effets préventifs et réparateurs qui la rendent utile à la conservation de la société. Ce serait discréditer les tribunaux répressifs que de les exposer au contrôle et au démenti des juridictions civiles. « Quelle épouvantable théorie, de faire juger au civil une question déjà jugée au criminel : on ferait dire au civil qu'un homme n'est pas coupable, lorsqu'il aurait péri sur l'échafaud, ou que son crime est certain lorsqu'il a été absout au criminel et remplacé dans la société par la loi elle-même qui a proclamé son innocence. Si un tribunal civil, à raison de la matière ou par une distinction quelconque, pouvait recevoir le même fait ou juger la même question, quelle contradiction ne pourrait-il pas en résulter, quel scandale pour la société » (2).

La Société est donc intéressée à ce que la sentence prononcée par la juridiction pénale soit reconnue et tenue vraie par tous, dans toutes les circonstances. « Cette présomption de vérité, la prudence l'exige, écrit de son côté M. Beudant, car, sans cela, les procès, comme le phénix, renaîtraient de leurs cendres ; la raison la commande, car une nouvelle décision pas plus que la première n'aurait droit certain à la confiance, et ne pas s'en tenir à cela serait autoriser des conflits dont il serait impossible de sortir. Aussi, la sagesse des nations l'a

(1) HAUSS, *Principes généraux du droit pénal belge*, n° 979.

(2) Conclusions du Procureur Général Mourre devant la Cour de Cassation. (Arrêt du 19 mars 1817, S. 1817, 1-169).

dit : *Res judicata pro veritate habetur*. L'autorité judiciaire reste toujours une malgré la pluralité des organes » (1).

Une autre raison commande le caractère de vérité légale de la chose jugée au criminel. Elle tient à la nature de la poursuite exercée par le ministère public d'après notre législation actuelle. L'action publique n'est pas confiée à un simple citoyen, mais à des fonctionnaires qui sont spécialement chargés de la poursuite des infractions à la loi pénale. L'avocat de la société plaide au nom de tous, donc il est tenu d'obligations plus étroites au point de vue de la preuve que celles qui incombent à la partie civile. D'autre part, les infractions sont examinées et établies par le juge d'instruction, qui dispose de moyens d'information plus étendus que ceux d'un simple particulier en vue du rassemblement des preuves. La procédure devant la juridiction répressive est organisée de manière à faciliter le plus possible la découverte de la vérité, aussi bien dans l'intérêt du prévenu que dans celui de la société. Dès lors, il est rationnel que la décision émanant d'une juridiction qui, à tous les égards, présente le maximum de garanties, soit réputée exacte par tous les autres tribunaux. C'est une conséquence nécessaire de notre organisation judiciaire.

Le législateur, sans doute, n'a formulé nulle part ce principe en termes exprès ; cependant l'article 3 du code d'instruction criminelle est la démonstration évidente de son existence et il se trouve implicitement consacré dans plusieurs autres textes qui seraient inexplicables, si l'influence de l'action publique

(1) BEUDANT, *Influence du criminel sur le civil*. (Revue critique, 1864, p. 492).

ne s'exerçait pas sur l'action civile. C'est ainsi que l'article 463 du code d'instruction criminelle ordonne que, lorsque des actes authentiques auront été déclarés faux en tout ou en partie, la cour ou le tribunal qui aura connu du faux, ordonnera qu'ils soient rétablis, réduits ou réformés. Si le législateur n'en a pas prescrit la destruction matérielle, c'est qu'il prévoyait que les parties pourraient avoir intérêt, dans la suite, à connaître le contenu de l'acte déclaré faux, pour fixer le montant des réparations civiles ou des restitutions ; mais, en vertu de la décision du tribunal répressif, l'acte qui a été bâtonné sera flétri pour tous et à l'égard de toutes les juridictions.

La preuve de la même influence de la chose jugée au criminel sur le civil résulte encore de l'article 198 du code civil ; lorsque la preuve de la célébration légale d'un mariage se trouve acquise par le résultat d'une procédure criminelle, l'inscription du jugement sur les registres de l'Etat-civil assure au mariage, à compter du jour de la célébration, tous les effets civils. On peut encore invoquer dans le même sens, l'article 232, C. civ., d'après lequel la condamnation de l'un des époux à une peine afflictive et infamante est pour l'autre une cause de divorce. Ce texte n'aurait aucune signification, si la décision intervenue au criminel ne s'imposait pas au juge civil. Aujourd'hui, d'ailleurs, l'influence du criminel sur le civil est acceptée par presque tous les auteurs (1).

(1) BONNIER, *Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et en droit criminel*, 5^e édition par M. Larnaude, n^o 909 et suivants ; GARRAUD, *Précis de droit criminel*, n^o 628 ; GARSONNET, *Cours de procédure civile*, 2^e édition, Tome III, P. 578 et s. ; GRIOLET, *De l'autorité de la chose jugée en matière criminelle*, P. 344 et s. ; HUC, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, Tome VIII, n^o 337.

Etant donné que la chose jugée au criminel s'impose aux tribunaux civils, puisque la sentence de la juridiction de répression n'est entourée de garanties désirables que si toute contradiction est évitée entre elle et la décision du juge civil, il en résulte les conséquences suivantes :

1° *le juge civil doit accepter comme constants les faits matériels qui ont été considérés comme établis par le juge criminel.* (Cassation, 31 mai 1892, s. 92, 1 292) ;

2° *le juge civil doit accepter la qualification pénale qui a été attribuée à ces faits par le tribunal de répression* ; en d'autres termes, le juge civil ne peut condamner à des dommages et intérêts l'individu qui a été acquitté par la juridiction répressive (Cassation, 24 mars 1892, s. 93, 1 98 ; 5 février 1895, s. 97, 1 160 ; 16 mai 1887, s. 88, 1 73. d. 87, 1 265).

Mais, dans l'application du principe que la chose jugée au criminel a autorité sur le civil, il est des règles d'interprétation qui s'imposent : 1° *pour savoir si la règle a été ou non violée, c'est au dispositif et jamais aux motifs qu'il convient de s'attacher.* (Cassation, 3 mars 1863, s. 63 1 37 ; 17 février 1893, s. 96, 1 103 ; Cassation belge, 21 janvier 1904, Pas. 04, 1 110). Il n'y aurait donc nullement à tenir compte d'une contradiction qui se révélerait entre les motifs d'une décision criminelle et ceux d'une sentence civile. — 2° *Il n'y a pas violation de l'autorité de la chose jugée au criminel sur les intérêts civils, si la sentence criminelle n'est pas définitive.* (Cassation, 24 mai 1882, S. 85, 1 53 ; 24 juin 1896, S. 99, 1 129). Dès lors, le jugement sur l'arrêt rendu par contumace, ne pourront produire de conséquences sur les intérêts civils qu'après l'expira-

tion du délai fixé pour la prescription de la peine. — 3^e *Les décisions des juridictions d'instruction, c'est-à-dire les ordonnances ou les arrêts de non-lieu qui arrêtent la poursuite seront dépourvus de tout effet au point de vue civil, car ce sont des décisions d'un caractère purement provisoire et non définitif, qui seront effacées lorsque des charges nouvelles seront découvertes.* (Cassation 28 novembre 1888, s. 89, 1 80 ; 2 mai 1899, s. 1900, 1 24). Un arrêt de la cour de Gand du 16 juillet 1905. (Pasic. 05 2 278) décide que, quels que soient les motifs sur lesquels elle est fondée, l'ordonnance de non-lieu est essentiellement provisoire, elle ne statue que sur l'imputation des faits au point de vue pénal, elle ne peut donc créer une exception de chose jugée contre l'action civile en réparation du préjudice causé par l'infraction.

Telle est, dans son ensemble, la théorie de la répercussion de l'autorité de la chose jugée au criminel sur les intérêts civils. Elle se résume en cette idée : *il y a autorité au civil de la chose jugée au criminel chaque fois que la discussion au civil des faits sur lesquels a statué la juridiction de répression serait de nature à provoquer ou à faire craindre une contradiction entre la sentence pénale et la décision civile.*

Il reste à faire l'application de ces principes à notre sujet et à examiner dans quelle mesure s'exerce sur le civil, en matière de questions d'état, l'influence de la chose jugée au criminel.

CHAPITRE II

L'influence de la chose jugée au criminel sur le civil en matière de questions d'état.

La question de savoir quelle est l'influence du criminel sur le civil ne se pose pas seulement au sujet de l'action en dommages et intérêts intentée par la victime ; elle peut se présenter aussi pour beaucoup d'autres actions.

Le délit peut être, en effet, la source de droits divers : de l'adultère peut naître une demande en séparation de corps ou en divorce ; de même, la bigamie donnera lieu à une demande en nullité de mariage ; l'escroquerie servira de fondement à une action en nullité de la convention, pour vol commis dans le contrat. D'autres fois, le juge pénal, pour résoudre la question de culpabilité, devra trancher, d'une manière expresse ou indirecte, certaines questions civiles : par exemple, sur une poursuite en destruction, par des délits de faux ou de lacération de registres, de la preuve de la célé-

bration d'un mariage, le tribunal répressif est amené à constater que la preuve a été réellement anéantie et que le mariage existait. Les relations de parenté entre l'auteur d'une infraction et la victime peuvent être quelquefois une cause d'aggravation de la pénalité (Parricide, art. 323), ou d'atténuation (Vol., art. 380 ; Infanticide, art. 302, Rédaction de 1901). Si des difficultés s'élèvent au sujet des rapports de parenté entre la victime et l'auteur d'une infraction, les tribunaux criminels pourront statuer, dans une certaine mesure, sur la preuve de la filiation (1). Il paraît, en effet, certain aujourd'hui que la jurisprudence n'exige pas l'emploi des modes légaux quand il s'agit d'apporter une preuve de filiation en matière criminelle (2).

Dans toutes ces hypothèses, et dans les cas similaires où des intérêts civils peuvent se rattacher plus ou moins étroitement au procès pénal, quel va être l'effet de la décision rendue par le tribunal répressif ? La juridiction civile sera-t-elle liée par ce jugement ou gardera-t-elle, au contraire, sa liberté de conviction ?

Pour résoudre cette question, il faut rechercher, d'abord, s'il n'existe pas dans le code des textes de nature à intervenir dans le débat et, dans le cas de l'affirmative, examiner s'il y a lieu de généraliser ou de restreindre la solution qu'ils fournissent.

(1) GARÇON, Code pénal annoté, art. 295, N° 27 ; PÉRARD, *De l'influence de la paternité et de la filiation sur l'incrimination et la pénalité*. Thèse, Paris 1906, p. 106).

(2) PÉRARD, *ibid.*, p. 114.

Il y a, en premier lieu, un texte du code civil, l'article 198, qui consacre, de la manière la plus nette, la prédominance du criminel sur le civil en ce qui concerne la chose jugée. Ce texte est relatif à la preuve du mariage. On sait que, d'après l'article 194 du code civil, le mariage n'est, en principe, susceptible que d'un seul mode de preuve, un acte écrit reçu dans certaines conditions et inscrit sur les registres de l'état-civil. En l'absence de cette preuve, ce sera seulement à titre exceptionnel que d'autres pourront être acceptées. Les motifs de cette règle proviennent de l'importance de ce contrat, du rôle qu'il joue dans la société. Etant donné que le mariage est appelé à produire des effets nombreux à l'égard des tiers (incapacité de la femme mariée, hypothèque légale grevant les biens du mari, transformation dans la composition du patrimoine des époux par suite du régime de communauté), il était absolument nécessaire que la preuve du mariage pût être facilement produite aux tiers et, pour cela, contenue dans un acte public. D'autre part, le mariage étant la source de la parenté légitime et de tous les droits de famille, il importe que la preuve de l'acte de mariage soit toujours facile à retrouver.

Mais, malgré les précautions prises par le législateur, il est des cas où la preuve du mariage vient à manquer par suite de circonstances indépendantes de la volonté des époux ; il n'est pas rare qu'ils se soient trouvés dans l'impossibilité de faire dresser un acte de mariage régulier ou encore que ce dernier ait été détruit, perdu ou altéré. Dans tous ces cas, d'autres modes de preuves s'imposeront pour établir l'existence du mariage. La possession d'état pourra, d'abord, aux termes de

l'article 195, suppléer au défaut d'acte de l'état-civil, mais seulement au profit des descendants, à la condition que les époux aient vécu publiquement comme mari et femme et que les descendants eux-mêmes aient une possession d'état qui ne soit pas contredite par leur acte de naissance.

Mais ce mode de preuve lui-même ne pourra être invoqué, lorsque le défaut d'acte de mariage provient d'une destruction, d'une altération ou d'une falsification. Une poursuite criminelle a été intentée contre l'auteur de cette infraction, elle a abouti à la démonstration du délit et à l'application de la peine ; « le jugement rendu, porte l'article 198, sera inscrit sur les registres de l'état-civil » et il assurera au mariage, à compter du jour de sa célébration, tous les effets civils, tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants issus de ce mariage. Ainsi, dans le cas où une personne a été condamnée pour avoir fait disparaître par des délits de faux, destruction de registres ou autres, la preuve de la célébration d'un mariage, si la preuve de la célébration légale du mariage se trouve acquise par le résultat de la procédure criminelle, le jugement sera inscrit sur le registre de l'état-civil et tiendra lieu de l'acte de la célébration du mariage ; c'est donc qu'il fera preuve d'une manière absolue, comme un acte régulier, de l'existence de l'union conjugale pour toutes les contestations et à l'égard de toute personne. Sans doute, le texte ne vise comme tiers que les enfants, et on en a profité pour objecter que le jugement fait preuve du mariage seulement à l'égard des personnes qui ont été parties au procès. Mais rien dans l'article 198 n'autorise à formuler une semblable distinction ; sinon, ce texte n'aurait

aucune portée dans le cas où aucun des deux époux n'aurait figuré au procès. Le jugement ne ferait alors preuve du mariage à l'égard de personne et on ne s'expliquerait pas alors pourquoi le législateur aurait ordonné l'inscription de la sentence de la juridiction répressive sur les registres de l'état-civil. Il faut donc certainement entendre l'article 198 d'une manière plus large : quand un individu a été condamné pour avoir fait disparaître la preuve de la célébration d'un mariage et que cette preuve résulte du jugement criminel, ce jugement prouve la célébration à l'égard de toute personne (1).

La jurisprudence qui se trouve ici d'accord avec la doctrine, interprète largement l'article 198, non seulement quant aux personnes auxquelles le jugement est opposable, mais encore quant aux délits qui ont eu pour résultat l'absence ou l'irrégularité de l'acte de mariage sur les registres publics. On ne peut, d'ailleurs, que reconnaître la légitimité de cette interprétation, car il résulte formellement des travaux préparatoires que la rédaction de l'article 198 dans le projet de code civil a subi des transformations ; le texte a été étendu au-delà de l'espèce qui avait d'abord été prévue, il a été généralisé et il s'applique ainsi à toute procédure criminelle (2). La décision contenue dans l'article 198 n'est, en définitive, qu'une application pure et simple de l'autorité du criminel sur le civil en matière de chose jugée.

(1) LACOSTE, *ibid.*, N° 1177, 1191 et 1215 ; GARRAUD, *ibid.*, N° 630 ; AUBRY et RAU, *ibid.*, Tome V, § 452 *bis*, texte et note 40.

(2) Cf. LAURIN, *De l'effet de la chose jugée en matière d'actions d'état*, thèse, Aix 1902, p. 114.

Il reste à préciser les hypothèses prévues. Il faut supposer que la preuve ordinaire du mariage, l'acte de mariage, manque par suite d'un fait qui constitue une infraction à la loi pénale, par suite d'un crime ou d'un délit. D'un crime d'abord ; une personne a détruit ou falsifié l'acte de mariage de telle sorte que la preuve de cet acte se trouve effacée : (ce crime est réprimé, suivant les circonstances dans lesquelles il se présente, par les articles 145 et s. 173 et 439 du code pénal) ; d'un délit : par exemple, l'officier public aura inscrit l'acte sur une feuille volante, infraction réprimée par l'article 192 du code pénal. Ce fait, destruction ou altération de l'acte de mariage, va donner naissance à l'action publique et à l'action civile, tant que l'auteur de l'infraction est encore vivant. La reconnaissance par la juridiction répressive du crime ou du délit d'altération ou de destruction de l'acte de mariage implique nécessairement qu'elle reconnaît l'existence de l'union conjugale, donc le jugement prouve le mariage, et c'est ainsi que la question civile de la célébration de l'union conjugale se trouve implicitement résolue par la juridiction répressive ; de plus, le jugement a la même valeur probante que l'acte de mariage qu'il remplace, il vaut donc *ergà omnes* et les tribunaux civils ne peuvent le discuter.

Cette solution, nous venons de le voir, est admise d'ailleurs par tous les auteurs dans le cas où l'inscription du jugement sur les registres de l'état-civil a été ordonné par la juridiction répressive à la requête des époux qui se sont portés partie civile.

Il s'est produit seulement quelques divergences pour le cas

où l'inscription a été requise par le ministère public en l'absence des époux, ou des autres intéressés, c'est-à-dire de leurs héritiers. On a dit, notamment, que le fait que l'instance est poursuivie par le procureur de la République ne suffit pas au législateur pour qu'il y ait chose jugée *ergà omnes* ; il faudrait, en outre, pour l'entière efficacité de l'action, la présence au procès des parties intéressées, c'est-à-dire des deux époux et de tous leurs héritiers ; la preuve du mariage ne serait établie vis-à-vis de tous d'une manière absolue qu'à cette condition (1).

Nous pensons, au contraire, que l'absence de l'un des époux ou de l'un de leurs héritiers n'exerce aucune influence sur l'autorité de la décision qui émane de la juridiction répressive et ne nuit en aucune façon à la généralité de sa portée. L'article 198 s'explique, en effet, par des considérations d'ordre public ; il importe que la solution donnée au litige par la juridiction pénale lie le juge civil de telle manière que ce dernier ne puisse plus la contredire ultérieurement. D'ailleurs, dans toutes les hypothèses, soient que les époux ou les autres intéressés aient été présents ou non, les garanties données par la juridiction répressive pour la découverte de la vérité sont les mêmes : l'altération, la falsification ou la lacération de l'acte de mariage donnent lieu uniquement à des constatations matérielles, à des expertises auxquelles procéderont facilement, dans les meilleures conditions de célérité et de sûreté, les tribunaux répressifs et le ministère public. Par conséquent,

(1) LAURIN, Thèse, p. 118.

l'absence de l'une des parties intéressées ne peut empêcher à aucun égard la décision de la juridiction répressive de produire un effet absolu. En fait, d'ailleurs, il arrivera toujours, si les deux époux sont vivants, qu'ils seront parties au procès; le contraire serait inexplicable; il arrivera plus facilement que le ministère public omette de mettre en cause tous les héritiers. Donc, sans distinguer suivant que les parties intéressées ont été appelées ou non à l'instance par le ministère public, la décision de la juridiction répressive constituera une preuve définitive de l'union conjugale et équivaudra à un titre régulier même vis-à-vis des tiers.

Seulement, l'article 198 est-il une exception, ou bien convient-il de généraliser la solution qu'il donne et de décider que, dans tous les cas où une question d'état aura été résolue par les tribunaux criminels, leur sentence s'imposera à la juridiction civile? Une vive controverse règne à cet égard et plusieurs doctrines sont défendues.

Dans une première opinion, en dehors de l'action civile, le criminel n'exerce aucune influence sur le civil. La prédominance de la juridiction répressive sur la juridiction civile doit être écartée. Les jugements, déclare Griolet (1), ne statuent que sur des rapports de droit, et l'autorité de la chose jugée ne s'attache qu'à la déclaration sur le droit mis en cause: il est impossible de l'étendre aux autres affirmations que contient un jugement, pas même aux autres propositions de fait ou de droit qu'implique la déclaration du juge. Or, étant donné

(1) Revue pratique, 1867, tome XXIV, p. 242 256 et s.

que le juge répressif statue sur le rapport du fait incriminé avec la loi pénale, et déclare que ce fait est contraire ou non à la loi pénale, le rapport de droit mis en cause est un rapport de droit criminel ; au contraire, dans l'instance civile, le rapport de droit dont il s'agit appartient au droit civil, puisque le juge examine s'il y a lieu d'appliquer la loi civile à tel fait déterminé. Dès lors, l'identité manque entre les rapports mis en cause et aucune influence ne saurait appartenir au criminel sur le civil. Sans doute, l'article 3 du Code d'instruction criminelle décide que le criminel influe sur l'action civile, mais il faut en chercher la raison dans l'ancien droit où existait le système de l'accusation privée. L'accusation privée se transforma, avec le temps, en une simple action civile ; mais la tradition lui maintint le caractère d'une poursuite du délit, et elle conserva un rôle accessoire par rapport à l'action publique. Ce fut pour ce motif que le jugement rendu sur l'action publique acquit l'autorité de la chose jugée en ce qui concerne l'action civile. Si cette autorité subsiste encore à l'époque actuelle, c'est qu'elle a conservé son caractère accessoire par rapport à l'action publique ; la preuve en est, au surplus, dans la durée de la prescription de cette action, qui est la même que celle par laquelle s'éteint l'action publique. Il doit en résulter également que la décision à rendre sur l'action civile est subordonnée à la sentence relative à l'action publique ; mais là s'arrête l'influence du criminel, et, toutes les fois qu'il s'agit d'intérêts civils, dont la protection n'était pas assurée par l'action civile, le juge civil conserve une liberté absolue.

Dans une seconde opinion, la décision de culpabilité ou de

non culpabilité fait loi d'une manière absolue pour le tribunal civil. La décision est non pas relative à tel ou tel individu, mais générale et obligatoire vis-à-vis de tous ; il n'est pas au pouvoir des tribunaux civils de déclarer coupable une personne qui a été acquittée, ou, inversement, de proclamer l'innocence d'une personne qui a été condamnée par la juridiction répressive. Seulement les questions d'ordre civil qui ont été soulevées dans l'instance criminelle ne doivent être considérées comme réglées que pour ce qui regarde la décision pénale. Au cas où, par exception, la décision rendue par la juridiction pénale, à l'occasion d'une question civile, produirait des effets en dehors du procès pénal, il n'y aurait chose jugée que vis-à-vis des personnes qui étaient parties dans ce procès. Par exemple, dans une poursuite dirigée contre des personnes qui sont accusées d'avoir fait disparaître la preuve de la célébration d'un mariage, par suite de la destruction des registres de l'état-civil ou de délit de faux, la preuve de l'existence de l'union conjugale résultant de l'application de l'article 198 (C. civ.) ne pourrait être invoquée que vis-à-vis du conjoint qui aurait figuré dans le procès et non pas contre l'autre, car il serait inadmissible que celui-ci fût considéré comme marié malgré lui (1).

Nous avons déjà réfuté cette doctrine à l'occasion de l'article 198, et il y a lieu de décider, au contraire, étant donné que les garanties présentées par la juridiction pénale sont les mêmes dans les deux cas, que la sentence de la juri-

(1) ORTOLAN, *ibid.* N^o 2137, 2144 et 2145.

diction répressive a autorité de chose jugée d'une manière absolue, soit que la personne lésée ait figuré au procès pénal, soit qu'elle n'y ait pas comparu. Donc, quand un individu a été condamné pour avoir fait disparaître la preuve de la célébration d'un mariage, et que cette preuve résulte d'un jugement criminel, la célébration est prouvée à l'égard de toute personne.

Le débat se trouve alors circonscrit entre deux doctrines, qui ont toutes deux rencontré des défenseurs parmi les tribunaux. Pour les uns, le jugement criminel a autorité sur le civil à l'égard des questions que la juridiction répressive a été appelée à résoudre au sujet de l'action publique ; mais la solution donnée par le tribunal criminel sur ces questions ne peut lier les tribunaux civils qu'à une condition : savoir que la solution donnée à la question civile soit un élément essentiel de la condamnation. Il est certain, par exemple, que si, un individu accusé de vol soutenant que l'objet volé est sa propriété, le tribunal criminel décide le contraire, sa sentence aura autorité sur le civil, car il est impossible de remettre en discussion une question civile qui était un élément essentiel de la condamnation. Mais il n'en sera pas toujours ainsi ; en cas de contestation sur la parenté d'un témoin avec le prévenu, le jugement criminel n'établira la parenté ou le défaut de parenté qu'au point de vue de la sentence rendue par lui ; plus tard, à l'occasion de procès civils, le même lien de parenté pourrait être mis en doute, et la nouvelle instance ne recevra pas nécessairement une solution identique à la précédente. On peut dire, en d'autres termes, que le jugement criminel a

autorité au civil, dans la même mesure que pour l'action civile proprement dite, toutes les fois que la contestation rentre dans la catégorie de celles pour lesquelles l'exercice de l'action publique oblige le tribunal civil à surseoir ; au cas contraire, ce jugement est dépourvu, au civil, de toute autorité (1).

Il nous semble préférable de nous rallier à une autre doctrine, et de décider que *l'autorité du jugement criminel est générale au civil et gouverne toutes les contestations où sont en jeu non seulement les droits engendrés par le délit, mais encore des questions qui ont été résolues par le tribunal criminel à propos de l'action publique. Et cette autorité existe à l'égard de toute personne*, sauf toutefois pour les questions civiles qui ont été soulevées accessoirement ou incidemment devant les tribunaux de répression. La solution de ces dernières questions n'a point l'autorité de la chose jugée au point de vue des intérêts civils. Telle est l'opinion admise par la grande majorité de la doctrine et la presque unanimité de la jurisprudence (2).

Des arguments, déjà présentés par nous, militent en faveur de ce système : d'abord, il est inadmissible que la décision rendue par la juridiction répressive puisse être remise en question par une autre autorité : « La sentence du juge affirme,

(1) AUDINET, *De l'autorité au civil de la chose jugée au criminel*, Thèse, Poitiers, 1883, N^o 72 et s.

(2) AUBRY et RAU, *ibid.*, Tome VIII, § 770, texte et notes 5 et 6 ; GARRAUD, *Précis*, N^o 629 et 631 ; GARSONNET, 2^e édition, *ibid.*, Tome III, p. 596, 601 et 604 ; HUC, Tome VIII, N^o 342 ; Cassation, 14 février 1860, S. 60, 1-193, D. 60, 1-161 ; 23 décembre 1863, S. 65, 1-187, D. 65, 1-81 ; Nîmes, 31 décembre 1878, S. 79, 2-135.

en même temps que le droit, le fait sans lequel le droit ne serait qu'une abstraction dépourvue de portée ». (Audinet, *ibid.*, N° 24). En outre, l'exercice de la juridiction répressive est entourée de garanties qui permettent de résoudre avec le plus de facilité et de sécurité les problèmes relatifs à la culpabilité du prévenu et aux questions connexes qui s'y rattachent ; donc il est logique de conclure que, de même que la culpabilité ou l'innocence d'une personne déclarée par une juridiction pénale est affirmée vis-à-vis de tous, de même les passages du jugement qui contiennent la solution des questions civiles que le tribunal répressif a dû examiner pour se prononcer en connaissance de cause sur la culpabilité produisent un effet général vis-à-vis de toute personne, car celui qui voudrait en contester le bien-fondé viendrait par là même ébranler la légitimité de la décision relative à la culpabilité. Les jugements criminels ne doivent pas pouvoir être à nouveau mis en discussion, ce serait un péril pour l'ordre social, le public pouvant croire que les décisions rendues ne sont pas l'expression de la vérité. (Bordeaux, 14 mars 1900, Pandectes 02, 2-239).

Cette idée que le tribunal répressif présente des garanties suffisantes pour fournir la solution exacte des questions civiles s'applique même, malgré leur importance exceptionnelle, aux difficultés relatives à l'état des personnes, à la condition que les règles de preuves posées par le législateur civil soient admises et suivies par les tribunaux répressifs. S'il en est ainsi, on n'aperçoit aucune raison d'écarter la prédominance du criminel sur le civil, aussi bien dans les procès de cette nature que dans les questions concernant les contrats. Tel est

le critérium que nous emploierons pour déterminer l'influence du criminel sur le civil quant à l'état des personnes.

SECTION PREMIÈRE

Influence du criminel sur le civil en matière de filiation.

Il est indéniable que la paternité ou la filiation exercent parfois une influence très nette sur l'incrimination et la pénalité. Or, la paternité ou la filiation peuvent être contestées ; la décision de la juridiction répressive qui résoudra la difficulté impliquera-t-elle la solution de la question de filiation ? Il faut d'abord bien comprendre comment la difficulté se présente. Le rapport de filiation peut être l'élément constitutif d'un crime ou d'un délit, ou encore jouer le rôle de circonstance aggravante ou de circonstance atténuante.

Ce rapport est l'élément constitutif d'un crime dans le parricide ; (Art. 229) « est qualifié parricide le meurtre des père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou de tout autre ascendant légitime ». Le parricide suppose trois éléments constitutifs : 1^o l'homicide volontaire, 2^o le rapport de filiation qui unit l'agent à la victime, 3^o l'intention de donner la mort. Le parricide était autrefois puni plus gravement que le meurtre simple ; d'après l'article 304 primitif, le condamné avait le poing droit coupé avant d'être exécuté. Cette disposition

barbare a disparu depuis la loi du 28 avril 1832 ; mais aujourd'hui encore, le parricide est conduit au supplice au milieu d'un appareil particulier destiné à révéler au public l'horreur de son forfait. « Il sera conduit sur le lieu de l'exécution en chemise, nu-pieds et la tête couverte d'un voile noir, il sera exposé sur l'échafaud pendant qu'un huissier fera au peuple lecture de l'arrêt de condamnation et il sera immédiatement exécuté à mort ».

Certains auteurs ont d'ailleurs protesté contre cette aggravation du supplice, qui prolonge inutilement l'agonie de la victime (1). Suivant la juste remarque de Montaigné : « en justice même, tout ce qui est au-delà de la mort semble cruauté ». Un projet de loi abrogeant l'article 13 avait été soumis aux Chambres en 1879 (J. O. du 3 avril 1879), mais il n'a pas été adopté.

D'autres rigueurs accompagnent en outre la peine du parricide, c'est ainsi que, d'après l'article 323 C. P., le parricide n'est jamais excusable ; ce texte est d'ailleurs trop absolu et il est certain que le parricide qui serait ordonné par l'autorité légitime (guerre civile) ou nécessité par la légitime défense de soi-même ou d'autrui serait alors justifié et échapperait à la règle de l'article 323 ; en outre, le parricide comporte des circonstances atténuantes, si le jury est d'avis d'en accorder. Actuellement, l'aggravation de la peine du meurtre résultant du parricide ne concerne donc que l'exécution et aussi l'élévation d'un degré, la mort devant toujours être prononcée.

(1) FAUSTIN HÉLIE, Tome III, N° 1207.

Mais le parricide n'existe que si le lien de filiation entre l'agent et la victime est démontré. A défaut on serait en présence d'un assassinat, lequel ne comporte que les travaux forcés ; de plus, l'impossibilité de recueillir la succession de la victime prononcée par l'article 727 C. civ. § 1 pour cause d'indignité constitue une sanction civile de caractère pénal qui vient accompagner la peine portée par l'article 13. Ajoutons qu'aux termes de l'article 299 le parricide ne s'applique qu'au meurtre des père ou mère légitimes (le meurtre des ascendants naturels ou adoptifs autres que les pères et mères n'est pas un parricide). Telle est une première hypothèse dans laquelle la filiation forme un élément constitutif du crime et la question de preuve de cette filiation sera en pareil cas susceptible de poser devant la juridiction criminelle.

La filiation est une cause d'aggravation de la peine pour les coups et blessures volontaires portés à des ascendants. La peine prononcée à cet égard par l'article 312 est : « La réclusion, si les blessures ou les coups n'ont occasionné aucune maladie ou incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article 309 ; le maximum de la réclusion, s'il y a eu incapacité de travail pendant plus de vingt jours ou pré-méditation ou guet-apens, les travaux forcés à temps lorsque l'article auquel le cas se référera prononcera la peine de la réclusion ; les travaux forcés à perpétuité, si l'article prononce la peine des travaux forcés à temps ». Les coups et blessures portés à une autre personne entraîneraient simplement un emprisonnement de 6 jours à 2 ans et une amende de 10 à 200 francs dans le premier cas ; un emprisonnement de 2 à

5 ans et une amende de 50 à 500 francs s'il y a eu préméditation ou guet-apens ; un emprisonnement de 3 à 5 ans et une amende de 16 à 2.000 francs s'il est résulté des coups et blessures une incapacité de travail de plus de 20 jours. Comme l'aggravation résulte de la filiation entre l'auteur et la victime de l'infraction, la preuve de la parenté s'imposera comme condition préalable de la sévérité de la répression.

La peine peut encore se trouver aggravée par le rapport de filiation entre l'agent et la victime de l'infraction dans les crimes contre les mœurs. D'après l'article 332, Code pénal, au cas de viol, le coupable sera puni de travaux forcés à temps, sauf si la victime a moins de 15 ans ; cette circonstance oblige alors le juge à prononcer le maximum des travaux forcés à temps. Si le crime constitue un attentat à la pudeur avec violence contre une personne âgée de plus de 15 ans, la peine sera la réclusion et, au-dessous de cet âge, les travaux forcés à temps. Le code ajoute que la peine des travaux forcés à perpétuité est toujours encourue si « les coupables sont de la classe de ceux qui ont autorité sur la victime. » Les ascendants rentrent évidemment dans cette catégorie. (Cassation, 24 mars 1828, Bulletin criminel, n° 94). La rédaction de l'article 333 a été d'ailleurs complétée par la loi de 1832 qui a introduit dans le texte le mot *ascendant*. Dès lors il est certain que l'aggravation porte sur tout ascendant légitime de même que sur les père et mère naturels (Cassation, 25 mars 1843, S. 43-1-530), ou adoptifs, quel que soit l'âge de la victime.

L'acte que la loi a voulu réprimer c'est évidemment le viol commis par un père sur sa fille ; c'est en effet le cas le plus

fréquent. Quant à l'hypothèse inverse, celle où un fils serait victime de la part de sa mère d'un attentat aux mœurs avec violence, elle est évidemment prévue par le Code, mais elle ne paraît pas de nature à se présenter dans la pratique.

Dans tous les cas, la constatation simultanée du lien de parenté et de la violence commise a pour résultat de porter la peine au maximum.

D'autre part, certains actes commis sur des enfants ne sont punis plus sévèrement que s'ils émanent des parents ; il en est ainsi de l'obligation de garder et de surveiller les enfants et de celle de ne pas les abandonner. La peine applicable à ces infractions peut être aggravée quand l'auteur est le père ou la mère ou encore un des grands-parents. La limite au-dessus de laquelle l'infraction n'existe plus est déterminée par le juge ; celui-ci doit maintenir l'incrimination, même si la personne exposée ou délaissée est majeure, toutes les fois qu'elle n'est pas en état de se protéger elle-même (Loi du 19 avril 1898). L'aggravation existe d'une manière certaine : le seul fait du délaissement donne lieu à un emprisonnement de 2 à 5 ans et à une amende de 50 à 2,000 francs contre les parents : et, s'il en est résulté une maladie de plus de 15 jours ou même une infirmité permanente, la peine portée contre eux sera la réclusion dans le premier cas, et les travaux forcés à temps dans le second, tandis que les peines qui atteignent les délinquants ordinaires seraient l'emprisonnement de 1 à 3 ans avec une amende 16 à 1,000 francs, le maximum de cette peine ou la réclusion. En outre, lorsque l'exposition ou le délaissement dans un lieu solitaire aura occasionné la mort, l'action sera

considérée comme meurtre (Art. 351, § 4). Aucune disposition spéciale ne vise les ascendants pour ce cas particulier, puisque le texte permet de prononcer la peine de mort, mais tous ces textes et d'autres similaires supposent évidemment qu'il a été nettement établi que la personne à qui doivent être reprochés les actes dont il s'agit était le père, la mère, l'ascendant de la victime.

Si la filiation est un élément constitutif ou une cause d'aggravation de la pénalité dans certains cas, elle peut, à l'inverse, devenir une cause de circonstance atténuante de l'acte répréhensible qui a été commis ou, tout au moins, dans un sens large, une cause de diminution ou même d'abolition de la pénalité. C'est ainsi qu'en matière de complicité par recel, les ascendants, descendants, époux et épouse même divorcés, frères ou sœurs des criminels ou les alliés au même degré sont exceptés de la disposition de l'alinéa 1 de l'article 248, qui punit de trois mois de prison, de 10 ans au plus, ceux qui auraient recelé ou fait receler des personnes qu'ils savaient avoir commis contre la chose publique des crimes emportant peine afflictive. On comprend facilement la disposition de ce texte, qui repose sur les sentiments d'affection qui unissent les proches parents.

Une immunité complète s'étend aux ascendants, aux descendants et aux conjoints relativement au vol. L'article 380, Code pénal, décide, en effet, que « les soustractions commises par les maris au préjudice de leurs femmes, par des femmes au préjudice de leurs maris, par un veuf ou une veuve quant aux choses qui avaient appartenu à l'époux décédé, par des

enfants ou autres descendants au préjudice de leurs père et mère ou autres ascendants, par des pères ou mères ou autres ascendants, au préjudice de leurs enfants ou autres descendants, ou par des alliés au même degré, ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles ». Et l'immunité édictée par ce texte est des plus générales, elle peut être invoquée même si le vol a été accompagné de circonstances aggravantes ; c'est ainsi qu'un arrêt fut cassé pour avoir condamné à la réclusion une femme qui s'était rendue complice d'un vol commis au préjudice de son mari la nuit, avec violence, sur un chemin public (Cassation, 6 octobre 1853, S. 54-1-352). Il résulte des travaux préparatoires que l'article 380 a une portée des plus larges et vise toutes les atteintes à la propriété qui peuvent se commettre entre époux, ascendants et descendants (1). La jurisprudence, s'inspirant de ce passage, a appliqué l'article 380 à l'extorsion de signature (2), au chantage, et à tous délits contre la propriété, par exemple, à l'abus de confiance et l'escroquerie commis entre parents.

Dans toutes les circonstances, la paternité et la filiation sont des éléments qui peuvent changer la pénalité dans le sens d'une atténuation ou, au contraire, intervenir comme motifs d'une aggravation. Un autre exemple de cette influence de la parenté sur la pénalité résulte encore de l'article 302, Code pénal, qui prononce la peine de l'infanticide. Le code de 1810 qualifiait le meurtre d'un enfant nouveau-né d'infanticide et le punissait de mort. Il y avait alors aggravation de la peine ;

(1) LOCRÉ, *Exposé des motifs*, tome XXXI, p. 170.

(2) Cassation, 28 juillet 1866 ; S. 67-1-46.

seulement les jurys, effrayés des conséquences de leurs verdicts, prirent l'habitude de nier l'infanticide, même devant les preuves les plus évidentes et presque devant l'aveu. Cette indulgence exagérée était due au désir d'épargner la peine de mort à la mère. Un premier adoucissement résulta de la loi du 25 juin 1824, dont l'article 5 décidait que « la peine portée par l'article 302 contre la mère coupable d'infanticide pourra être réduite aux travaux forcés à perpétuité. » L'évolution se poursuivit dans le même sens avec la loi de révision du Code pénal du 28 avril 1832. Cette loi maintint la définition donnée de l'infanticide par le législateur de 1810, mais avec l'addition résultant de l'article 433, qui permet d'abaisser la peine de 2 degrés, c'est-à-dire de descendre jusqu'à 5 ans de travaux forcés. Enfin, cette peine elle-même paraissant trop dure, et les jurés continuant de prononcer un grand nombre d'acquittements, la loi du 21 novembre 1901 a cherché à rendre la répression plus sûre en atténuant la rigueur antérieure. Cette loi est venue modifier de la manière suivante les articles 300 et 302 :

« Art. 300. — L'infanticide est le meurtre ou l'assassinat d'un enfant nouveau-né.

« Art. 302. — Tout coupable d'assassinat, de parricide, d'empoisonnement sera puni de mort, sans préjudice de la disposition contenue dans l'article 13 relativement au parricide. Toutefois, la mère auteur principal ou complice de l'assassinat ou^r du meurtre de son enfant nouveau-né, sera punie, dans le premier cas, des travaux forcés à perpétuité, et, dans le second, des travaux forcés à temps, mais sans que cette disposition puisse s'appliquer à ses co-auteurs ou à ses complices. »

Il résulte de cette loi que l'infanticide, est puni, suivant les circonstances, comme le meurtre ou l'assassinat, mais la peine est adoucie en faveur de la mère, pour des motifs faciles à comprendre et, notamment, en considération de l'état de faiblesse où elle s'est trouvée lors de l'accouchement et de la crainte du déshonneur sous l'empire duquel elle a peut-être commis son acte. De même, la mère complice n'est frappée que d'une peine adoucie, comme du reste, la mère auteur principal (1). La maternité devient, en quelque sorte une excuse légale (2). Si l'infanticide s'analyse en un assassinat, la peine de mort sera transformée en travaux forcés à temps, lorsque des circonstances atténuantes seront reconnues par le jury; il y aura même lieu de descendre jusqu'à la réclusion, si les circonstances atténuantes sont admises par la Cour. Enfin, s'il y a simplement meurtre, la peine pourra n'être qu'un emprisonnement avec un maximum de 5 ans et un minimum de 2 ans.

A l'occasion des différentes infractions qui viennent d'être passées en revue, l'inculpé aura un intérêt manifeste à nier la parenté qui l'unissait à la victime ou, au contraire, à s'en prévaloir, suivant qu'il s'agit d'éviter une aggravation, ou à l'inverse, d'obtenir une atténuation de sa faute. La question de preuve de la filiation acquiert, dès lors, une importance considérable, puisqu'elle va influencer sur le châtiment en provoquant tantôt l'indulgence, tantôt la sévérité du juge. La charge de cette preuve incombera, bien entendu, au ministère public toutes

(1) Art. 302, rédaction de 1901.

(2) PÉRARD, thèse, p. 46 et 85.

les fois que la filiation interviendra comme élément d'aggravation ; elle incombera, au contraire, à l'inculpé si celui-ci espère obtenir par là une atténuation ou même une immunité complète.

Mais la question discutée est de savoir par quels moyens devra se faire la preuve. Au code civil, le législateur traite longuement des questions de filiation ; en raison de leur importance sociale, elles y sont gouvernées par des règles particulières, par des actions et par des modes de preuve qui leur sont propres et qui sont complètement différents des moyens de preuve ordinaires.

C'est ainsi qu'un commencement de preuve par écrit à l'effet d'autoriser la preuve testimoniale est admis, sans doute, à l'effet d'établir l'existence d'une filiation, mais il est défini dans l'article 324 autrement que dans l'article 1347, parce que le législateur a cru opportun d'accomoder ce moyen de preuve à la matière spéciale dont il est traité dans l'article 324. Le législateur a considéré qu'il importait de régler d'une manière plus étroite les actions qui protègent l'état des personnes, aussi sont-elles soumises à des conditions de recevabilité et à une procédure toutes particulières. En effet, la détermination d'un individu engendre des conséquences multiples et toutes également importantes ; l'état assure des droits à la personne et lui impose aussi des obligations dans ses rapports, soit avec sa famille, soit vis-à-vis des tiers, si bien que les instances qui sont relatives à cet état ont plus de portée que celles qui concernent les biens ou les droits d'ordre pécuniaire. Tel est, à n'en pas douter, le motif pour lequel la preuve de l'état des personnes

obéit, aux termes du code civil, à des principes différents de ceux qui gouvernent les relations juridiques ordinaires. Le législateur s'est attaché à éviter l'intrusion de personnes étrangères dans les familles.

Les modes préconisés et imposés par le code civil, sont prévus dans les articles 319 à 330, 334 à 342 (1). Si l'on veut résumer en quelques mots le système adopté par le code civil, on peut le ramener à la conception suivante : la filiation légitime se décompose en deux éléments dont l'existence se démontre par des modes de preuves légaux : la maternité résulte normalement de la preuve par titre ou par possession d'état ; c'est d'une manière subsidiaire seulement que les parties peuvent recourir à la preuve testimoniale, et encore à la condition que la vraisemblance de cette filiation soit attestée par un commencement de preuve par écrit ou par des présomptions graves, précises et concordantes (sauf l'exception contenue dans l'article 42 du code civil). La maternité une fois établie, elle est légitime toutes les fois que l'acte de mariage est rapporté. Exceptionnellement, la légitimité de la maternité pourra résulter d'un jugement. (Art. 198) ou de la possession d'état. (Art. 197). Une fois la maternité légitime prouvée, la paternité en découlera nécessairement en vertu de la maxime « *pater is est quem nuptiæ demonstrant* ».

Quant à la filiation naturelle, elle résulte aussi de preuves légales, qui sont soit l'acte de reconnaissance, soit le jugement rendu sur l'action en recherche de la maternité ou exception-

(1) Cf. PLANIOL, Tome I, n° 1375 et suivants.

nellement de la paternité. (Hypothèse du rapt). La parenté adultérine ou incestueuse, elle, ne peut pas faire l'objet d'une reconnaissance forcée. Il arrivera, toutefois, qu'elle résultera indirectement de décisions judiciaires.

Enfin, l'adoption s'établit par un extrait de l'acte constatant la convention passée devant le juge de paix et régulièrement homologuée.

Tel est le tableau des preuves légales admises pour la filiation par le code civil : si, maintenant, rien ne s'y oppose à ce qu'elles puissent être employées par les tribunaux criminels, nous serons en droit d'affirmer que l'autorité de la chose jugée au criminel que le civil est absolue, pour les instances relatives aux actions d'état comme pour les difficultés concernant des rapports juridiques d'une autre nature.

Toutefois, il convient, avant d'entrer dans la discussion du problème, de trancher une controverse préalable : n'est-il pas anti-juridique de soutenir que la preuve de la filiation peut être faite devant la juridiction criminelle ? N'y a-t-il pas là une question préjudicielle dont la solution devrait toujours être fournie par les tribunaux civils ? C'est qu'en effet les articles 326 et 327 c. civ. décident que la question de filiation offre le caractère d'une question préjudicielle à l'action, en matière de suppression d'état, et la rédaction de ces textes donnerait à penser qu'ils ne sont que l'application d'un principe général lequel s'applique invariablement le même, toutes les fois que la question de filiation se présente devant un tribunal criminel. Et il s'est trouvé, en effet, des auteurs qui ont refusé aux tribunaux répressifs la connaissance des questions d'état :

« Lorsqu'une question de cette nature se présente, en effet, au cours d'un procès criminel, elle devient préjudicielle et doit être renvoyée au tribunal civil qui la tranchera avec plus de soin et plus de calme » (1). Mais l'opinion presque unanime est aujourd'hui fixée dans ce sens que la question préjudicielle existe seulement pour l'état de filiation et non pour l'état de paternité (2); de plus, l'on admet encore avec moins d'hésitation que l'article 326 vise le délit de suppression d'état et non toutes les infractions où la preuve de l'état des personnes est en jeu. M. Garçon enseigne, notamment, qu'il n'y aurait pas de question préjudicielle fondée sur l'article 326, si le crime poursuivi ne constituait pas principalement une question d'état et qu'un individu accusé de parricide ou de coups et blessures envers son père, par exemple, prétendit n'être pas le fils de la victime. La doctrine est absolument fixée en ce sens (3).

Au surplus, le domaine de la question préjudicielle est aujourd'hui nettement délimité. On s'accorde à reconnaître qu'elle existe en matière de propriété immobilière, les litiges relatifs à cette propriété n'étant susceptibles d'être tranchés que par la juridiction civile (4). Mais il n'y a aucun motif de généraliser et de décider que, dans toutes les difficultés d'ordre civil, concernant soit les contrats, soit la filiation, qui surgissent devant les tribunaux criminels, et où, selon les règles

(1) BAURIN, Thèse, p. 76.

(2) MANGIN, *ibid.*, n° 182; LE SELLYER, n° 1512; Cf. MERLIN, Répertoire, *vis Bigamie et Supposition de part*, § 2.

(3) Cf. M. GARÇON, Journ. des Parquets, 1904, p. 16 et s.; et Code pénal annoté, sous l'article 345.

(4) (Art. 182 du code forestier et 39 de la loi du 15 avril 1829).

du droit civil, la preuve par témoins ne serait pas recevable, la compétence échappe à la juridiction répressive.

Sans doute, la jurisprudence du début du XIX^e siècle a accepté l'existence d'une question préjudicielle toutes les fois que l'on se trouvait en présence d'un acte juridique pour lequel la loi civile exige une preuve légale ; un arrêt de la Cour de cassation du 12 messidor an XI porte, notamment, que « si le prévenu, dans son premier interrogatoire, dénie la convention présumée par l'imputation du prétendu délit, et si cette convention n'est pas prouvée par écrit, ou s'il n'en existe pas un commencement de preuve littérale, la procédure criminelle doit être suspendue jusqu'à ce que les juges aient prononcé sur le fait de l'existence préalable de cette même convention ». Mais la jurisprudence a complètement évolué sous l'influence d'une note célèbre, rédigée par Barris, Président de la Cour de cassation, le 5 novembre 1813, (rapportée par Mangin et Sorel, Tome I, n° 240).

Cette note, très connue, porte que les tribunaux criminels peuvent et doivent connaître les contrats dont la violation rentre dans l'application 408 du code pénal. Lorsque l'existence du contrat est déniée devant eux par la partie qui est poursuivie à raison de la dite violation, les tribunaux doivent juger la question préjudicielle de l'existence du contrat : soit que le plaignant en rapporte l'acte, soit qu'il n'en rapporte qu'un commencement de preuve par écrit. Ainsi la juridiction répressive saisie d'une poursuite en abus de confiance est

compétente pour vérifier l'existence du contrat (1). De là, il résulte qu'il n'existe pas de question préjudicielle sur les contrats ni pour la propriété mobilière.

D'autre part, la note du président Barris admet la même solution relativement au crime de bigamie pour l'existence ou la nullité du premier mariage. Il n'y a point là une question préjudicielle qui doive être renvoyée devant le tribunal civil pour y être tranchée au préalable, au moins dans le cas de nullité relative.

Il reste à savoir si la question de filiation est aussi de nature préjudicielle. Le président Barris est moins affirmatif à cet égard dans la note précitée, il se réfère uniquement à la parenté adoptive à propos du crime de parricide, et il paraît bien être d'avis qu'il n'y a point là de question préjudicielle pour la filiation, car il examine les moyens suivant lesquels cette filiation sera rétablie devant les tribunaux répressifs, mais il ne se prononce pas pour les autres genres de filiation et la note signée de lui ne contient pas un principe de solution susceptible d'être généralisé à toutes les hypothèses. On peut cependant soutenir, non sans apparence de raison, que l'opinion affirmée par Barris à l'égard de la filiation adoptive doit être étendue à tous les autres genres de filiation. Telle est la doctrine enseignée par M. Garçon (2). En sorte que, en dehors du

(1) Cassation du 28 janvier 1870, D. 70, 1 326 ; 29 octobre 1886, D. 88, 1 237 ; CHAUVEAU et FAUSTIN HÉLIE, *Théorie du code pénal*, 6^e édition par M. Villey, Tome V, n° 2305 ; BONNIER et LARNAUDE, n° 225 ; GARRAUD, Tome V, n° 334, GARSONNET, Tome III, 2^e édition, pages 598 et 599.

(2) Journ. des Parquets, 1904, p. 16 et s. ; et Code pénal annoté, sous l'article 299 ; PÉRARD, *Thèse*, p. 106.

cas spécial visé par l'article 326, il ne saurait jamais s'élever de question préjudicielle de paternité ou de filiation ; l'état des personnes est susceptible d'être prouvé absolument comme l'existence d'un contrat ou d'une propriété mobilière devant la juridiction répressive. La jurisprudence et les auteurs semblent, d'ailleurs se rallier à cette doctrine, et, s'il a été quelquefois soutenu qu'ils se prononçaient dans un sens différent, cette affirmation provient d'une confusion occasionnée par la controverse qui existe sur la portée d'application exacte de l'article 326 (1).

Etant donné que les tribunaux criminels sont compétents pour décider qu'un rapport de filiation existe ou non entre telles personnes, il reste à se demander quels sont les modes de preuve auxquels ils peuvent recourir. Il va sans dire que, si les tribunaux répressifs sont autorisés à se servir des preuves légales du droit civil pour trancher les questions de filiation qui se présentent devant eux, leur sentence acquerra l'autorité absolue de la chose jugée et si, ultérieurement, une contestation de même nature surgissait devant un tribunal civil, celui-ci devrait s'incliner devant la décision antérieure de la juridiction criminelle.

Il est d'abord un point certain : l'admissibilité d'un mode de preuve est déterminée non pas par l'ordre de juridiction devant laquelle la difficulté s'élève, mais par la nature du fait qu'il s'agit d'établir (2). Or, toutes les fois qu'il s'agit

(1) GARÇON, Code pénal annoté, art. 299, N° 27.

(2) Cf. BONNIER et LARNAUDE, *Traité des preuves* ; PLANIOL, *Droit civil*, tome II. n° 1 et s.

de prouver au criminel non pas des faits matériels, mais des actes juridiques, les modes de preuves légaux déterminés par le Code civil s'imposent; c'est ce qui ressort très nettement de la note de 1813 au moins pour la nullité relative en cas de bigamie, pour la propriété mobilière dans le vol, pour la preuve des contrats dans l'abus de confiance.

Il convient, cependant, de formuler ici une réserve. Un passage de cette note est relatif à la preuve de la filiation adoptive et il admet que la Juridiction criminelle peut en établir la preuve par tous les moyens, ce qui semblerait indiquer que l'auteur de la note considère la filiation dans cette hypothèse comme un fait d'ordre matériel. Or, il est arrivé que la jurisprudence, s'emparant de cette solution particulière, l'a généralisée et appliquée à toutes espèces de filiations. Elle semble considérer que les difficultés concernant la filiation se présentent devant les tribunaux répressifs avec le caractère de questions de fait susceptibles d'être prouvées par témoins et affranchies, dès lors, des preuves légales qui se seraient imposées si la question de filiation avait été soumise au droit commun. C'est ainsi qu'un individu ayant été condamné pour parricide vit son pourvoi rejeté quoique sa filiation n'eût pas été prouvée devant le jury suivant les modes légaux. En d'autres termes, la question de filiation est posée comme question de fait au jury et celui-ci peut constater que l'accusé est le fils de la victime sans être tenu d'observer les règles de la preuve légale. Cette jurisprudence (1) s'appuie sur le § 9 de la note

(1) Cassation 16 janvier 1879, Bulletin criminel n° 22, S 79 I 189, D 79 5 116.

du président Barris d'après lequel la Cour d'assises paraît avoir qualité pour statuer sur les faits constituant la possession d'état que revendique l'accusé, attendu que, relativement à l'adoption, le document dont il s'agit porte formellement que des faits de possession d'état se rattachant à un acte d'adoption sont suffisants, indépendamment de la validité de cet acte, pour attribuer à l'homicide le caractère d'atrocité qui est constitutif de ce crime (1). De même la qualité d'ascendants, dans les cas où elle constitue une circonstance aggravante d'un crime, doit faire l'objet d'une question spéciale au jury et la preuve est susceptible d'en être établie par tous les moyens, sans qu'il y ait lieu de se référer aux principes du Code civil qui gouvernent la preuve de la filiation. Pour éviter de poser au jury une question de droit, le Président ne lui demande pas si l'accusé est l'ascendant, mais s'il est le père, le grand-père, etc... de la victime (2).

En appliquant toujours la même idée, savoir que la preuve de la filiation peut résulter de toute espèce de preuve devant la juridiction criminelle, on est arrivé à considérer l'arrêt d'une Cour d'assises comme à l'abri de toute critique dans les circonstances suivantes : un individu avait été condamné pour viol sur la fille naturelle de sa femme ; l'accusé prétendit que le jury n'était pas fondé à décider si l'enfant avait cette qualité parce qu'elle n'était pas reconnue. Le pourvoi fut rejeté

(1) LE POITTEVIN, Dictionnaire des Parquets, V^e Question préjudicielle, n^o 2.

(2) Cf. Cassation, 14 septembre 1867, Bulletin n^o 272, 15 juillet 1842, Bulletin Crim. n^o 183, S 42 1 659 ; 27 avril 1848, Bull. n^o 125 ; 25 mai 1895, S 96 1 104, D 96 1 588.

par le motif que le jury n'avait pas été appelé à trancher la question de savoir si l'enfant avait été ou non reconnue, mais qu'il avait eu simplement à se prononcer sur la circonstance que l'enfant était la fille naturelle de la femme de l'accusé. Or, déclare la Cour suprême, il y a là une question de fait dont la solution ne pouvait être donnée que par le jury (1).

Ainsi la jurisprudence est arrivée à faire prévaloir la liberté des modes de preuve de la filiation devant la juridiction criminelle ; la note de 1813 au contraire prescrivait l'emploi des preuves légales pour la solution des questions de droit civil que les tribunaux répressifs sont appelés à trancher (nullité du mariage en ce qui concerne la bigamie, etc...). Les magistrats s'attachant au passage de cette note qui concerne la filiation adoptive, en ont induit plus ou moins exactement que la filiation était un fait matériel susceptible d'être établi de toutes les manières devant les tribunaux répressifs.

Cette interprétation ne nous paraît pas fondée : la jurisprudence aurait été dans la vérité en étendant le principe contenu dans la note de 1813 au-delà des termes précis de ce document. Ce n'est pas là d'ailleurs, une théorie nouvelle : il existe un arrêt en faveur du système qui exige l'emploi des modes légaux toutes les fois qu'il s'agit d'apporter une preuve de la filiation devant la juridiction criminelle. Cet arrêt décide que l'individu prévenu de vol au préjudice d'une des personnes énumérées par l'article 380 ne peut se réclamer du bénéfice de

(1) Cassation 25 mars 1843, Bulletin n° 70, S 43 1 530 ; 7 juin 1860, S 61 1 811, D 60 1 419 ; et M. GARÇON, Code pénal annoté, arrêts cités sous l'article 331.

ce texte que s'il apporte la preuve légale de sa reconnaissance (1). Cette décision s'explique, a-t-on dit, parce que la parenté se présentait comme une excuse et non comme une circonstance aggravante du vol. Par suite, il aurait été excessif que le prévenu pût échapper à la peine du délit qu'il avait commis sans démontrer sa filiation par les modes réguliers (2). Mais il n'est pas nécessaire d'insister longuement pour remarquer qu'un système de preuve qui se présente comme satisfaisant au sujet de la filiation invoquée comme excuse ne saurait être considéré comme insuffisant lorsque la filiation joue le rôle d'une circonstance aggravante. Le but du législateur, en s'arrêtant à des éléments déterminés de preuve, a été d'arriver à une certitude ; or, si une preuve certaine est requise en vue de permettre à l'accusé de se soustraire à la peine qui le menace, les mêmes garanties ne s'imposent-elles pas, non plus dans l'intérêt de la société, mais dans l'intérêt de l'individu, pour autoriser la société à aggraver le châtiment ?

Inélégante quant à la construction logique, la théorie acceptée par la majorité de la jurisprudence n'est pas moins défectueuse quant à l'équité ; elle place l'individu soupçonné d'une infraction dans une mauvaise ou dans une bonne posture, selon qu'il s'agit, pour lui, d'encourir une aggravation de la peine portée par le code, ou, au contraire, d'échapper à la répression. Or, quand l'arbitraire s'introduit quant à la preuve,

(1) Cassation, 3 janvier 1873, Bulletin n° 3, DALLOZ, 74-5-551 ; CONTRA LACOSTE, n° 1261.

(2) Cf. PÉREZ, p. 116.

il est permis de soutenir que les garanties sur lesquelles doit compter l'accusé ne sont plus intactes.

Pour quels motifs la jurisprudence, s'éloignant des théories énoncées dans la note de 1813, a-t-elle admis la liberté des preuves de la filiation en matière criminelle ? Les raisons, invoquées à l'appui de cette doctrine, ont été depuis longtemps développées ; elles sont reproduites dans presque tous les auteurs, sous la même forme ; il ne semble pas cependant qu'elles soient décisives.

D'après l'opinion générale, l'état des personnes ne saurait être réglé d'une manière sommaire et incidente qui ne participerait pas de l'autorité absolue du jugement criminel ; la question d'état devant la juridiction répressive ne se présente pas d'une façon principale, comme constituant la difficulté dominante que les magistrats sont appelés à résoudre ; elle ne joue que le rôle d'un élément accessoire du procès ; il s'agit peut-être d'un incident de procédure, par exemple d'apprécier si tel témoin doit ou non être écarté des débats à raison de sa parenté avec la victime ou l'agent. Alors même que la question de filiation occuperait une place plus importante dans l'instance, et qu'elle devait être résolue comme constituant une circonstance accessoire du délit (l'accusé, par exemple, est-il ou non l'enfant de la victime), le problème qui se pose devant la justice criminelle ne se pose pas avec la même envergure que devant les tribunaux civils : il apparaît toujours comme un élément accessoire de la poursuite ; au contraire, le procès civil sur la filiation n'offre aucune complexité et l'attention des juges n'est pas détournée du point principal du procès, lequel consiste

uniquement à se demander si la filiation affirmée ou déniée se trouve clairement établie. Or, il est inadmissible que les questions de filiation, en raison de l'importance qu'elles présentent, des droits et des obligations qu'elles engendrent pour l'individu, soit vis-à-vis de la famille, soit à l'égard de la société, puissent être résolues par les tribunaux criminels. Les liens de famille méritent une protection plus énergique ; il est indispensable que les instances où ils sont débattus soient examinées avec toutes les garanties désirables, c'est-à-dire que le dernier mot doit toujours appartenir ici au tribunal civil, qui est plus compétent et plus apte pour les résoudre. La juridiction criminelle apprécie la filiation sous des rapports qui sont tout différents de ceux sous lesquels les envisage le tribunal civil. « Les questions relatives à l'état des personnes, écrit M. Lacoste, sont particulièrement importantes par les intérêts en jeu. En même temps, la preuve y est particulièrement difficile et délicate. Le législateur l'a si bien senti que, sans en faire autant de questions préjudicielles, il avait voulu du moins que, lorsqu'elles se poseraient devant les tribunaux civils, les cours d'appel en fissent examen en audience solennelle (1). Pour toutes, en conséquence, les tribunaux civils doivent conserver leur pleine liberté » (2).

Mais ce raisonnement est-il irréfutable ? Les motifs invoqués à l'appui de cette doctrine sont-ils aussi convaincants, aussi décisifs que ses adeptes le soutiennent ? Il est bien

(1) Décret du 30 mars 1808, Art. 22, supprimé par celui du 26 novembre 1899.

(2) LACOSTE, 2^e édition, n° 1257.

admis que la preuve d'un contrat ou de la propriété devra être établie devant la juridiction criminelle, suivant les modes du droit civil ; pourquoi donc accepter une solution différente quant à l'état des personnes ? Il ne faut point oublier que les magistrats, au criminel comme au civil, sont tenus de répondre par une décision motivée aux conclusions prises au moins par écrit par la défense (1). Dès lors, tous les arguments développés par l'accusé seront l'objet d'un examen attentif de la part de ses juges. D'autre part, peut-on sérieusement admettre que la juridiction criminelle ne présente pas pour l'examen des questions d'état les mêmes garanties que les tribunaux civils ? Les magistrats ne sont-ils pas les mêmes dans la généralité des cas ? Le tribunal correctionnel d'abord est composé la plupart du temps des mêmes magistrats qui siègent au civil. Si, aujourd'hui, on se prévaut de la lettre de l'article 326 (C. civ.) pour leur enlever la connaissance d'une question de filiation qui est un élément accessoire d'un procès criminel, ils seront appelés, le lendemain, à connaître du même litige en tant que magistrats civils. Quels sont donc les avantages pratiques d'une doctrine qui aboutit à remettre en débat devant une autre juridiction une question que des juges professionnels, habitués par leur expérience et leur caractère à juger des difficultés similaires, n'auraient éprouvé aucune difficulté à trancher ? Le contrôle de la Cour d'appel et celui de la Cour de Cassation demeurent, d'ailleurs, toujours possible ; il est donc permis d'affirmer que la décision de la juridiction crimi-

(1) Cassation, 17 août 1844, S. 45-1-52.

nelle ne prêterait pas plus à la critique qu'un jugement civil. Si nous nous élevons dans l'échelle des juridictions criminelles, nous constatons que la Chambre des mises en accusation, composée de magistrats de carrière, est aussi capable qu'une juridiction civile d'apprécier la preuve légale de la filiation.

Enfin, il est possible que la question de filiation vienne, pour la première fois, devant le jury, soit que l'inculpé ne l'ait pas soulevée à l'instruction ni devant la Chambre des mises en accusation, soit parce que la question de filiation est posée par le Président comme résultant des débats (1). Est-ce que, même alors, la Cour d'assises ne saurait admettre la preuve de la paternité et de la filiation que conformément au droit civil ? On a soutenu la négative. Le jury, a-t-on dit, ne possède pas, en général, les connaissances voulues pour apprécier la valeur des preuves exigées pour la filiation par le code civil. Comment pourrait-il se prononcer sur la recevabilité d'un commencement de preuve par écrit, sur la validité d'un acte de reconnaissance ? Le jury, très esclave de ses sentiments, se convainc surtout par impression personnelle ; par suite, on ne saurait l'obliger à accepter d'autres preuves que celle qui résulte de l'intime conviction. Il est impossible d'exiger de lui d'apprécier la filiation d'après un acte de naissance ou de reconnaissance. Ce serait là une tâche qui dépasserait ses aptitudes.

Nous répondons que le jury est loin, certainement, d'être une institution parvenue à son plus haut degré de perfection ;

(1) Art. 338 Code Ins. Crim.

nerveux et impressionnable, il rend des sentences qui ne sont pas toujours l'expression de la vérité absolue ; mais les avantages de cette institution sont bien connus et l'emportent, en définitive, sur ses défauts. En tout cas, ceux-ci ne doivent lui être reprochés qu'autant qu'ils existent en réalité. Or, la critique reposant sur l'incompatibilité du jury et de la preuve légale n'a aucune portée sérieuse. Le jury et la preuve légale sont deux institutions qui fonctionnent de pair en Angleterre et il ne paraît pas que les justiciables aient jamais eu à se plaindre de cette co-existence. En France même, le jury est parfois appelé à se prononcer sur des preuves légales, par exemple sur la force probante des procès-verbaux. Quel inconvénient y aurait-il donc à étendre le cercle des preuves légales dont la valeur lui est soumise ? La règle d'après laquelle la preuve de la filiation, même en Cour d'assises, devrait s'établir selon les modes prescrits par le droit civil ne serait point de nature à jeter le trouble dans l'état des personnes.

Les adversaires de notre doctrine insistent, cependant et ils allèguent les articles 342 et 350 du code d'instruction criminelle. D'après l'article 342 : « La loi ne demande pas compte aux jurés des moyens par lesquels ils se sont convaincus ; elle ne leur prescrit point de règles desquelles ils doivent faire particulièrement dépendre la plénitude et la suffisance d'un^e preuve ». Et l'article 350 ajoute que le verdict du jury ne saurait être attaqué par aucun recours. En présence de ces deux textes, il n'y aurait aucun moyen de sanctionner la règle de la preuve légale de la filiation devant le jury ; celui-ci, n'ayant pas à rendre compte des procédés qu'il a choisis pour arrêter

sa conviction, demeure le maître de statuer sur des preuves de fait et de dédaigner les modes légaux du droit civil. Et, en effet, la Cour de cassation admet couramment que la filiation est une question de fait, soumise à la seule appréciation du jury, de sorte qu'un accusé ne saurait se faire un moyen de cassation de ce qu'aucun acte de naissance ou aucun jugement pouvant en tenir lieu n'a été remis au jury (1).

Pendant, malgré la force de cette objection, il nous semble que notre système pourrait être maintenu même devant la Cour d'assises. L'application en serait facile, si la Cour de cassation exigeait strictement que, seules, les questions de pur fait soient posées au jury. Par exemple, au lieu de lui demander : « 1° X., accusé, est-il coupable d'avoir le..., à..., volontairement donné la mort à N. ? » 2° Le dit X. était-il le fils légitime de N. ? (2) Trois interrogations lui seraient posées : 1° X. est-il coupable d'avoir volontairement donné la mort à N. ? 2° Le dit X. est-il son fils légitime ? 3° La preuve de la filiation résulte-t-elle d'un acte de naissance ? (3) Il ne resterait alors à la Cour qu'à tirer les conséquences des faits irrévocablement constatés par le jury. L'arrêt par lequel elle statuerait sur le parricide, étant motivé, serait soumis au contrôle de la Cour Suprême, non seulement quant à l'application de la loi pénale, mais aussi relativement à l'observation des règles de la preuve légale. Ce système peut, d'ailleurs, trouver un point d'appui dans l'article 364 du code d'instruc-

(1) Cassation, 16 janvier 1879, S. 79, 1-189, D. 79, 5-116.

(2) Cf. M. GARÇON, C. pén. annoté, sur l'art. 299, N° 64.

(3) PÉRARD, p. 131.

tion criminelle. Ainsi, en posant au jury de pures questions de fait dont les conséquences seraient déduites par la Cour, les prescriptions du Code civil, quant aux preuves légales de la filiation, pourraient être observées même en assises.

Un autre moyen d'obtenir que la règle des preuves légales quant à la filiation soit respectée aussi bien devant la Cour d'assises que devant le tribunal correctionnel, c'est de se conformer au principe d'après lequel toute juridiction est obligée de répondre par un arrêt motivé aux conclusions que l'inculpé a prises par écrit. Dans le cas, d'abord, où la filiation apparaît comme une circonstance aggravante (le parricide), si le lien de filiation qui unit l'auteur à la victime ne se révèle pas à l'audience, le président ne pourrait, croyons-nous, poser au jury la question de filiation qu'après s'être assuré que celle-ci résulte d'une preuve légale ; mais la Cour d'assises violerait la loi et s'exposerait à la nullité si elle prétendait poser une question de cette nature au jury malgré les conclusions écrites de la défense (1). Inversement, au cas où la filiation constituerait une excuse pour l'accusé (par exemple, le vol), celui-ci aurait la ressource de prendre des conclusions motivées pour obliger la Cour à poser une question au jury ; mais, bien entendu, seulement s'il rapportait une preuve légale de sa filiation.

Pour le cas, tout au moins, où la filiation peut aboutir à une excuse, le système auquel nous nous rattachons peut s'appuyer sur une base juridique, car, d'après l'article 339 du Code

(1) GARÇON, Code pénal annoté, Art. 299, N^o 38 et 39.

d'Ins. Crim. : « Lorsque l'accusé aura proposé pour excuse un fait admis comme tel par la loi, le Président devra, à peine de nullité, poser la question ainsi qu'il suit : Tel fait est-il constant ? » (1) Le système des preuves légales, une fois érigé en règle devant la Cour d'assises, s'appliquerait aussi au cas où la filiation constitue une circonstance aggravante, car on n'aperçoit aucune raison de distinguer entre les deux hypothèses.

Si nous admettons cette théorie comme fondée, quelles conséquences devons-nous en tirer ? La solution de la question de filiation par le tribunal correctionnel ou par le jury, conformément aux preuves légales du code civil offrirait ce notable avantage que l'état des personnes, une fois fixé par une juridiction quelconque, criminelle ou civile, ne pourrait plus être remis en jeu. Ainsi seraient évitées, entre les sentences des juridictions répressives et celles des tribunaux civils, des contradictions que la science d'un jurisconsulte subtil peut expliquer, mais qui heurtent profondément le bon sens populaire. En effet, dans la théorie actuelle de la jurisprudence, d'après laquelle les preuves de fait démontrent suffisamment la filiation devant la juridiction criminelle, les sentences qui émanent de celle-ci n'ont qu'une autorité relative et ne s'imposent pas à la conviction du juge civil appelé ultérieurement à statuer sur un litige relatif à la filiation entre les mêmes personnes. Ainsi, dans un procès pour parricide, la

(1) FAUSTIN HÉLIE, *Instruction criminelle*, Tome VIII, p. 36 ; GARRAUD, *Précis*, p. 732 ; VIDAL, *Cours de droit criminel*, 2^e édition, p. 874 ; Cassation, 9 décembre 1898, S. 1900, 1-248.

question de savoir si l'accusé est ou non l'enfant de la victime, bien que résolue par la juridiction pénale, n'est pas tranchée pour le juge civil. Celui-ci conserve la latitude de statuer en pleine liberté sur la filiation (1). L'individu qui se sera prévalu de sa situation de fils de la victime pour bénéficier d'une excuse, ou contre qui le ministère public aura invoqué cette même circonstance pour obtenir une aggravation de la peine, pourra être, peu de temps après, considéré par une autre juridiction comme étranger à la famille de celui que le tribunal répressif avait désigné pour son père. Les défenseurs de cette doctrine concèdent qu'il y a là des antimonies regrettables ; cependant, ils ajoutent qu'il n'est pas excessif de sauvegarder à ce prix le principe d'après lequel la solution des questions d'état soulevées accessoirement ou incidemment devant les tribunaux de répression ne lie pas le juge civil : « S'il y a grand intérêt à ce que les jugements criminels ne puissent être remis en discussion ou contredits, il est non moins indispensable que les questions d'état soient examinées et tranchées avec toutes les garanties désirables, c'est-à-dire par les tribunaux civils plus aptes à les résoudre ». (2) Et M. Lacoste, poussant ce système jusqu'à ses dernières limites, estime que, malgré la décision pénale, les tribunaux civils conservent leur entière liberté même dans les cas où la sentence sur la question d'état porterait sur une condition essentielle du délit

(1) AUBRY et RAU, Tome VIII, § 769 *bis* ; GARRAUD, Précis, N° 439 ; LACOSTE, N° 1256.

(2) LAURIN, Thèse, p. 90,

et pourrait contredire complètement une condamnation (1). De même une personne a été condamnée pour vol, bien qu'elle se prétendit en état de bénéficier de l'article 380, c'est-à-dire d'invoquer la qualité de fils ou de père ou la victime. Le tribunal répressif a, par là même, écarté cette filiation comme inexacte ; et, cependant, plus tard, dans une instance qui ne mettra en jeu que des intérêts pécuniaires, une juridiction civile pourra, sans donner prise à la critique, affirmer que l'individu est bien le fils ou l'ascendant de celui au détriment de qui le vol avait été commis ».

Une doctrine qui aboutit à de semblables conséquences nous paraît inacceptable ; la théorie d'après laquelle la preuve légale quant à la filiation n'est susceptible d'être invoquée que devant des juges civils se propose, sans doute, de donner aux citoyens le maximum de garanties et d'établir d'une manière stable l'état des familles. Mais la conscience publique n'est-elle pas singulièrement troublée lorsqu'elle assiste au scandale résultant de ce que la filiation d'un individu, reconnue par une juridiction, est, au contraire, repoussée par une autre, de sorte qu'une même personne semble posséder dans la société un état si précaire qu'elle appartiendrait à une famille déterminée par certains côtés et s'en séparerait, au contraire, à d'autres points de vue. Rien ne saurait mieux jeter le discrédit sur la justice que de semblables antinomies, et ceux qui invoquent l'ordre public en faveur de la solution qui est géné-

(1) Tribunal Marseille, 26 octobre 1900, S. 02, 2-18 ; LACOSTE, N° 1258 ; CONTRA : Aix, 6 décembre 1900, S. 02, 2-17.

ralement acceptée ne paraissent pas se douter que le bon ordre réclame avant tout que les magistrats ne se déjugent pas. D'ailleurs, on considère que, dans le débat criminel, la question de filiation n'occupe qu'une place secondaire ; l'élément principal et dominant de l'instance est, dit-on, de savoir si la culpabilité du prévenu doit ou non être reconnue. Mais est-il légitime de considérer comme secondaire et accessoire la solution de difficultés qui, tranchée dans un tel ou tel sens, aura pour résultat, soit d'aggraver la peine, soit de permettre à l'accusé de réclamer son absolution ? Du moment que la question de filiation constitue un élément essentiel du procès soumis au tribunal de répression, la sentence rendue par ce tribunal doit s'imposer à la conviction des juges civils et faire autorité pour eux pour toutes les contestations, relatives à l'état des mêmes personnes, qui viendraient à surgir par la suite. Une doctrine qui aboutit à provoquer une contrariété de décisions entre diverses juridictions produit, on n'en saurait douter, des inconvénients pratiques considérables. Elle se heurte au caractère absolu du droit, qui existe ou qui n'existe pas, mais qui ne saurait être regardé comme relatif et conditionné par les circonstances.

Nous sommes donc amenés à conclure que la preuve de la filiation devant les juridictions pénales doit être établie par les seuls modes légaux du droit civil, et, de cette manière, le principe général d'après lequel la chose jugée au criminel a autorité sur le civil ne reçoit (en dehors des questions préjudicielles) aucun échec en matière de filiation ; ce qui nous paraît plus conforme au principe de la justice absolue.

Telle est cette opinion, qui prend son principal appui dans une interprétation large de la note du président Barris et qui a été défendue, avec une grande richesse d'arguments, par M. Garçon, soit dans l'article précitée du *Journal des Parquets*, soit dans son Code pénal annoté et par M. Pérard (thèse précitée).

SECTION II

Influence du criminel sur le civil en matière de mariage

Les questions relatives à l'état des personnes sont de nature à se présenter devant la juridiction criminelle non seulement quant à la filiation, mais aussi relativement aux autres éléments de l'état des personnes et, notamment, en ce qui concerne le mariage. A cet égard encore peuvent s'élever des difficultés à la fois importantes par les intérêts en jeu et délicates quant à la preuve.

On sait que l'une des nullités absolues du mariage tient à la circonstance que l'un des époux est déjà uni en mariage à une autre personne (bigamie). Or, il peut arriver que, sur une poursuite en bigamie, l'accusé objecte la nullité du premier mariage. La bigamie implique, en effet, le fait de la validité de la première union. La question se pose, dès lors, de savoir si la juridiction pénale peut connaître l'exception invo-

quée par le prévenu ou si, au contraire, cette exception doit être nécessairement renvoyée devant le tribunal civil (1).

Comme, dans l'espèce, la question d'état se lie intimement au fond de l'affaire, il est quelquefois admis que la juridiction de répression peut statuer sur la validité du premier mariage. C'est là, en effet, un des éléments du délit; celui-ci existera ou non suivant que la première union sera reconnue ou non comme valable. En acceptant ce point de départ et en accordant à la juridiction répressive le pouvoir de statuer à cet égard, nous entrons, toutefois, en contradiction avec la jurisprudence, qui décide que le point de savoir si la première union est entachée de nullité doit être regardé comme une question préjudicielle (2).

Mais il ne semble pas que cette opinion soit exacte. Soutenir qu'on est ici en présence d'une question préjudicielle, c'est reconnaître aux tribunaux criminels l'aptitude à trancher avec toutes les garanties désirables, un débat dont la solution fixera la portée de la sentence à intervenir. Dès lors, en supposant que la juridiction répressive a statué sur la validité du premier mariage, cette décision acquerra l'autorité absolue de la chose jugée et ne pourra plus être débattue par le tribunal civil. Il ne s'agit point, en effet, d'une difficulté qui a été résolue hâtivement et d'une manière incomplète; loin de là; en réalité, tous les éléments de preuve possibles et désirables ont été produits devant le tribunal criminel comme ils l'auraient été devant une juri-

(1) Cf. Note JACOSTE, S 1902 2 17,

(2) Cf. LAURIN, thèse, p. 92.

diction d'ordre civil. Si, ultérieurement, un tribunal civil est saisi à nouveau d'un procès relatif à la validité du premier mariage, il ne sera pas fondé à la mettre en doute s'il y a eu condamnation pour bigamie ; sinon, il s'arrangerait, d'une manière indirecte, le droit de critiquer la sentence qui émane des juges criminels. Or, il existe un intérêt social manifeste à ce que les jugements criminels ne puissent être remis en discussion, et, si l'on objecte que le litige relatif à la validité du mariage n'a peut-être pas été tranché avec toutes les garanties nécessaires, il est facile de répondre que tous les éléments de preuve indispensables pour arriver à la découverte de la vérité ont été utilisés et que la question a été d'autant mieux étudiée par les juges répressifs qu'ils préoyaient toutes les conséquences de leur appréciation quant à la liberté et à l'honneur de l'accusé.

Cependant, la doctrine est fixée généralement en sens contraire ; elle décide que, malgré la condamnation pour bigamie, le tribunal civil qui serait ultérieurement saisi d'une action en nullité du premier mariage aurait le droit de déclarer que cette union n'a jamais eu d'existence légale ; il conserverait, en d'autres termes, la liberté entière de résoudre comme il l'entendrait la question de nullité de la première union (1). Il est impossible de souscrire à une pareille doctrine ; la conséquence directe de cette opinion est, en effet, que le second mariage sera considéré comme valable ; dès lors, l'innocence de celui qui a été condamné par la justice criminelle sera indi-

(1) AUBRY et RAU, tome VIII, § 969 *bis* ; GARSONNET, 2^e édition, tome III § 1150 ; LACOSTE, 2^e édition, n^o 1259.

rectement reconnue par les magistrats de l'ordre civil. Rien n'est plus contraire à l'indépendance réciproque des juridictions ; rien n'est plus regrettable, non plus, que ces contradictions qui laissent planer un doute sur l'impartialité des juges, sur l'attention apportée par eux à l'examen de toutes les difficultés du procès. En définitive, entre deux intérêts contraires, celui qui conduit à admettre l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil et l'intérêt qui commande l'examen de la question d'état avec le maximum de garanties il semble que l'opinion la plus générale sacrifie trop facilement le premier au second. Cependant, si le souci de l'ordre public conduit nécessairement à décider que la situation d'une personne dans la famille ne saurait être facilement remise en discussion, le respect des décisions de la justice n'apparaît-il pas également comme une condition essentielle d'une bonne organisation sociale ?

Il est d'autant plus singulier, de la part de la majorité de la doctrine, de permettre aux tribunaux civils, dans l'espèce que nous examinons, de rendre une décision manifestement opposée à celle de la juridiction criminelle que les mêmes auteurs se prononcent en faveur de l'autorité absolue de la décision pénale quant à la nullité du second mariage. La condamnation pour bigamie ne saurait jamais être contredite par la justice civile, et, toutes les fois que celle-ci sera saisie d'une demande en nullité du deuxième mariage pour cause de bigamie, elle ne pourrait pas, en présence de la sentence rendue par le tribunal criminel, refuser de faire droit à la demande. (GARRAUD, Précis, n° 630).

La doctrine la plus générale apparaît donc comme singulièrement inconséquente. La justice civile sera liée par la sentence criminelle, en ce qui concerne le sort de la seconde union, et, dès lors qu'une condamnation pour bigamie sera intervenue, il y aura toujours lieu de proclamer la nullité de cette seconde union ; mais cette même justice civile conservera son indépendance pour apprécier la validité du premier mariage ; elle sera libre de rendre une décision de laquelle il résultera, en définitive, qu'il n'y a pas eu de bigamie ; telles sont les constatations auxquelles on aboutit avec la doctrine actuelle.

Il nous semble que l'idée de droit se trouve ainsi singulièrement affaiblie. Le droit, c'est la vérité absolue : comment admettre qu'une même difficulté puisse être résolue dans un sens par une juridiction et d'une manière différente par une autre juridiction ? Ces antinomies expliquent dans une certaine mesure l'orientation de la jurisprudence. Celle-ci, pour éviter qu'un désaccord de cette nature ne se produise par la suite entre les magistrats criminels et les juges civils, considère que, dans le procès pénal en bigamie, l'existence ou la nullité du premier mariage est une question préjudicielle ; ce procédé lui paraît le plus propre à éviter des contrariétés de jugements, car, du moment que la question de nullité de la première union aura été préalablement tranchée par un tribunal civil la juridiction criminelle tiendra compte de cette décision pour rendre sa sentence, et si, ultérieurement, un débat analogue surgissait relativement à la même union devant un autre tribunal civil, le principe de l'article 1351 recevrait son application et il n'y aurait plus place à aucune

contradiction possible, soit entre le criminel et le civil, soit entre les jugements des magistrats de l'ordre civil.

Mais il y aurait un moyen bien simple d'éviter des contradictions dans l'avenir, sans recourir à une question préjudicielle qui entraîne nécessairement des complexités et qui retarde plus ou moins longtemps l'issue du procès; ce serait d'accepter dans notre hypothèse, le principe de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil. Si la jurisprudence hésite à admettre cette solution, c'est qu'elle part de l'idée préconçue que la question de nullité du premier mariage ne sera pas examinée avec toute la liberté d'esprit nécessaire par les magistrats criminels. Ceux-ci ont, en effet, avant tout, à se préoccuper de l'application des textes du code pénal et les questions de droit privé sont de nature à ne présenter pour eux qu'une importance secondaire. Mais nous répétons encore que la jurisprudence méconnaît ici la grandeur du rôle du juge criminel; à notre avis, les garanties des justiciables sont les mêmes devant toutes les juridictions, elles ne sont nullement diminuées, pour la solution des difficultés d'ordre civil, par la circonstance qu'un tribunal criminel est appelé à en connaître. Sans parler des cas où les magistrats de l'ordre répressif auront été, par profession, habitués à résoudre des difficultés de cette nature, il n'est pas téméraire d'affirmer qu'ils apporteront la plus grande prudence et l'attention la plus suivie à élucider un problème dont la solution commande celle du procès pénal tout entier. Le crime de bigamie ne sera caractérisé que si la première union est valable; l'étude de cette difficulté se ramène à l'analyse de

l'un des éléments du crime ; est-il permis de contester sérieusement que les magistrats procéderont à cette recherche sans employer tous les procédés d'investigation auxquels ils sont habitués et qu'ils ne peuvent négliger, s'ils désirent éviter que leur sentence ne soit, par la suite, réformée par la Cour suprême ? Il semble qu'au contraire, ils se livreront à un examen d'autant plus attentif que, de leur verdict, dépend l'acquittalment ou, en sens inverse, la condamnation de l'accusé ; il ne s'agit pas seulement d'un intérêt pécuniaire ; la question civile est intimement liée au litige pénal ; cette considération seule doit porter les juges à l'étudier dans toute son ampleur, en vue de rendre une décision qui corresponde à la vérité. C'est donc à tort que la jurisprudence refuse d'une manière générale aux tribunaux répressifs le pouvoir de statuer d'une manière définitive sur la question d'état qui se trouve engagée dans l'affaire, et il est inadmissible que la solution des questions d'état puisse présenter aux yeux des juges, une importance supérieure à celle du procès criminel.

D'une manière générale, la solution donnée par la juridiction répressive à une question civile qui forme un point capital du procès pénal devrait lier le juge civil. L'ordre public exige que ce qui a été décidé par une juridiction pénale ne puisse plus être mis en discussion par aucune autre autorité, en vue d'éviter le scandale qui résultera de la révélation d'une erreur judiciaire au nom d'un intérêt purement civil et de la déclaration par un tribunal civil qu'un innocent a été condamné à tort.

La jurisprudence concède, d'ailleurs, que la solution des

questions civiles dont le fait délictueux est la source a autorité absolue aux regards de toutes les contestations qui seraient ultérieurement portées devant la juridiction civile ; elle admet, par là, un tempérament à la règle générale qu'elle pose en matière de filiation et de bigamie ; c'est ainsi qu'après une condamnation pour adultère ou pour excès, sévices ou injures graves, il ne serait pas permis de contester, devant le tribunal civil saisi d'une séparation de corps ou divorce, le fait déclaré constant par le tribunal de répression (1). Il serait donc impossible qu'un tribunal civil vienne, par exemple, à l'occasion d'une action en désaveu qui s'appuie sur un adultère, mettre en doute la portée de la condamnation pénale motivée par cet adultère. De même, si nous supposons qu'une donation soit intervenue, puis qu'une condamnation émanant d'un tribunal de répression ait été prononcé contre le donataire à raison de violences commises sur la personne du donateur, le tribunal civil qui est saisi d'une demande en révocation de la libéralité pour excès, sévices ou injures graves, est obligé de tenir pour vrai le fait délictueux constaté par le tribunal de répression qui a condamné le donataire. (Aubry et Rau ; Garsonnet ; Loco cit.).

Ces solutions sont justifiées, mais elles devraient être généralisées et nous pensons que toutes les questions civiles que le tribunal criminel a été appelé à résoudre pour se prononcer sur la culpabilité du prévenu ont un effet général ; les décisions

(1) AUBRY et RAU, Tome VIII, § 769 bis ; GARSONNET, 2^e édition, Tome III, p. 601 ; GARRAUD, Précis, n^o 630.

rendues à leur égard possède une autorité qui dépasse le cercle du procès pénal et qui est opposable à toute juridiction et à toute personne ; remettre en discussion les éléments de cette décision serait contester la culpabilité du condamné et porter atteinte à la légitimité de la sentence de condamnation.

D'ailleurs, le principe de la doctrine que nous défendons se trouve, à notre avis, posé dans l'article 198 du code civil, lequel décide que, lorsque la preuve d'une célébration légale du mariage est acquise par le résultat d'une procédure criminelle, l'inscription du jugement sur les registres de l'état-civil assure au mariage, à compter du jour de sa célébration, tous les effets civils. Nous avons examiné, par avance, la portée de ces textes ; il nous semble décisif pour conclure que la juridiction criminelle serait dans une véritable infériorité si les sentences qu'elle rend ne liaient pas les intérêts civils ; il faut, avant tout, éviter toute possibilité de décisions contradictoires entre les deux juridictions.

SECTION III

Influence du criminel sur le civil en matière d'état-civil.

Les articles 198 et suivants, Code civil, que nous venons de rappeler, suffisent à montrer l'importance de l'autorité que la chose jugée au criminel acquiert sur le civil. La jurisprudence les interprète, en effet, et avec raison, en ce sens que, dans

tous les cas, où l'absence, la suppression ou l'irrégularité de l'acte de mariage sont dues à une faute punie par le code pénal, le jugement qui intervient pour la réprimer et pour réparer les conséquences du délit qui a été commis produit ses effets vis-à-vis de tous, dès qu'il émane d'une juridiction criminelle. De même le principe, d'après lequel l'autorité de la chose jugée au criminel couvre la sentence rendue sur le fait délictueux, s'applique à tous les éléments qui constituent cette sentence, à tous les éléments du délit qui ont dû être examinés par le juge pour arriver à se former une conviction.

L'article 463 du code d'instruction criminelle vient confirmer ce principe. D'après ce texte, lorsque des actes authentiques auront été déclarés faux en tout ou en partie, la Cour ou le tribunal qui aura connu du faux ordonnera qu'il soit rétabli, rayé ou réformé. Cette disposition montre clairement que la fausseté de l'acte n'est pas seulement établie au point de vue pénal, mais qu'elle se trouve démontrée d'une manière absolue pour toute contestation et à l'égard de toute personne. On a sans doute, cherché à restreindre la portée de ce texte et l'on a dit (1) que l'article ne se proposait pas d'attribuer aux jugements rendus dans cette hypothèse une autorité absolue : le texte n'aurait en vue que les personnes qui sont parties au procès pénal, car l'opération qui est ordonnée par l'article 433 (rétablissement, radiation ou réformation) n'affecte pas la matérialité même de l'acte ; cet acte se trouve seulement corrigé par des mentions nouvelles qui ne font nullement disparaître

(1) FAUSTIN HÉLIE, *Traité de l'instruction criminelle*, tome III, n° 465.

sa teneur primitive, en sorte que des tiers pourraient très bien invoquer encore, dans un autre procès, l'état primitif de cet acte. Si le législateur avait voulu accorder ici à la décision criminelle une autorité sur le civil, il aurait ordonné que les actes reconnus faux seraient lacérés et détruits selon la disposition de l'article 241 du code de procédure civile, d'après lequel, lorsque la fausseté d'un acte résulte d'une procédure civile en inscription de faux, les tribunaux ordonnent la suppression ou la lacération de cet acte (Faustin Hélie, *ibid*).

Mais il ne faudrait pas s'attacher à la différence de rédaction que l'on constate entre les articles 463 et 241 pour en déduire que le premier de ces textes se prononce pour l'effet restreint de la chose jugée. Sans doute, le Code d'instruction criminelle n'énonce pas expressément que l'acte sera détruit ou lacéré, mais il parle de radiation et la radiation, qui consiste à bâtonner l'acte, n'est qu'une forme de destruction de celui-ci. Il est inexact, d'ailleurs, de soutenir que la radiation consiste dans une simple mention. En réalité, rayer un acte équivaut à le bâtonner ; dès lors, la radiation porte atteinte à la matérialité de l'acte, elle est un mode de destruction du document dont il s'agit, et le jugement qui l'ordonne est bien opposable à tous, puisque le document est exposé à devenir illisible au moins dans quelques-unes de ses parties. Enfin l'opinion qui interprète l'article 463 comme attribuant à la chose jugée au criminel une autorité absolue sur le civil en cette matière est conforme aux précédents : dans l'ancien droit, l'article 59, titre I^{er} de l'Ordonnance de 1727, qui ordonnait la suppression ou lacération de tout ou en partie des pièces déclarées fausses,

attribuait manifestement autorité à la décision du tribunal de répression sur les diverses contestations civiles subséquentes (1). L'article 463, qui s'inspire du précédent, ne saurait être interprété comme ayant une portée différente.

Le texte est relatif, d'une manière générale, aux actes authentiques. Nous généralisons et nous concluons que dans toutes les hypothèses où l'irrégularité d'un acte sera due à une faute prévue par le code pénal, le jugement criminel qui prononcera une condamnation contre l'auteur du délit et qui aura, en même temps, pour objet de réparer l'irrégularité constatée, aura effet vis-à-vis de tous et possédera une autorité que devront respecter les tribunaux civils, au cas où, ultérieurement, ils seraient saisis d'un litige portant sur le même acte.

Les jugements intervenus en matière de questions de *nom* obéiront à ce principe, même s'ils émanent d'une juridiction criminelle. A première vue, il semblerait que des procès de cette nature ne comportent pas l'application de l'autorité absolue de la chose jugée; car, la preuve qui est produite devant les juges saisis d'un litige relatif au nom d'une personne n'est pas toujours d'une grande précision, et une assez large place est réservée à l'impression personnelle du tribunal (2). Cependant la jurisprudence se prononce beaucoup plus facilement, au sujet du nom qu'en matière de filiation, pour l'autorité absolue de la chose jugée.

(1) AUDINET, *De l'autorité au civil de la chose jugée au criminel*, n° 5.

(2) Cf. PERREAU, *De l'autorité de la chose jugée en matière de nom civil* Revue critique, 1905, p. 79 et s.

On sait que le nom patronymique doit être soigneusement distingué du nom commercial qui constitue un bien proprement dit et une véritable propriété (1). Le nom patronymique est la dénomination, non seulement d'une personne, mais d'une famille toute entière, et, pour bien démontrer le bien fondé de sa demande, celui qui le réclame ou qui le défend contre des tiers doit, de toute nécessité, démontrer le droit de la famille toute entière. Par conséquent, si les autres membres n'interviennent pas au procès, c'est qu'ils ont manifesté par leur abstention leur confiance dans celui qui plaide et leur volonté d'être représenté par lui. La conclusion, c'est que le jugement rendu sur le nom de la famille avec un seul des membres de cette famille sera efficace à tous. Au surplus, l'indivisibilité du nom commande que la décision rendue quant au nom soit définitive, non seulement dans les rapports du gagnant avec son adversaire, mais encore dans ses relations avec toute personne (2). Plusque partout ailleurs, l'objet du litige commande que la décision qui le terminera possède ici une autorité absolue : l'usage du nom est indécomposable ; il existe ou n'existe pas, mais quand il est légitimement porté par une personne, il est opposable à tous ; le nom, aussi bien que l'individualité est identique au regard, non seulement de tous les membres de la famille, mais de la société toute entière.

(1) SUDRE, *Le droit au nom*, Thèse Paris, 1906, p. 273 et s.

(2) BAUDRY, CHAUVEAU et CHÉNEAUX, *Traité des personnes*, tome III, n° 609 et s. ; BOUVY, *Des noms de personnes*, p. 57 ; CHÉNEAUX, *De l'autorité de la chose jugée sur les questions d'état*, p. 120 et s. ; LALLIER, *De la propriété des noms et des titres*, p. 324 et s. ; PLANIOL, *Traité de droit civil*, 3^e édition, tome I, n° 418.

Ainsi la nature du nom met obstacle à la relativité de la chose jugée, et le jugement qui est intervenu avec le représentant des intérêts de la famille, en ce qui concerne le nom, possède une autorité absolue *erga omnes*, sans distinguer suivant que le procès relatif au nom a été engagé par un particulier ou même par le ministère public.

Le ministère public a, en effet, le droit d'intervenir pour réprimer l'usurpation du nom d'une personne, attendu que le nom, formant l'appellation officielle des individus, est une institution de police dont l'ordre social commande le fonctionnement régulier (Cassation 24 novembre 1901, S. 02-1-353, D-02, 1-361 ; 29 octobre 1905, Gaz. Palais, 9 novembre 1905). Lorsque l'action est ainsi intentée par le ministère public, la décision à laquelle elle aboutit s'impose au respect de tous ; sinon, comme le remarque très justement M. Perreau (Loc. cit. p. 92), le jugement qui réprime l'usurpation perdrait une grande partie de son autorité et il arriverait que le plaideur condamné trouverait, par la suite, un compère ; et tous deux simuleraient un procès en vue d'obtenir un nouveau jugement contraire au premier en trompant la vigilance du ministère public. Donc, même dans l'hypothèse où la rectification du nom émanerait du tribunal correctionnel, le jugement, rendu par ce tribunal et mentionné en marge de l'acte rectifié (Art. 259, alinéa 3, du Code pénal, jouira d'une autorité absolue même si l'action publique n'a été mise en mouvement que sur la citation d'une partie civile (1). Ainsi l'effet de la sentence rendue s'étendra à toute personne et s'imposera à toute juridiction.

(1) GARRAUD, Précis, n° 680.

D'ailleurs, pour éviter d'exposer les tiers à des surprises, la pratique a pris l'habitude, lorsque la question de nom se complique, comme c'est le cas le plus fréquent, d'une rectification d'état-civil, de faire ordonner par le tribunal la citation des homonymes connus. (Art. 89 Code civil et 856 Code de Pro. Cf. Cassation 15 juin 1803, S. 63. 1. 281, D. 63. 1. 313 ; 25 octobre 1898, S. 99. 1. 117 ; 10 novembre 1902, S. 03. 1. 505, D. 04 1. 85).

En résumé, quand il s'agit d'un procès criminel où la question du nom d'une personne se trouve en jeu, la sentence rendue possède une autorité absolue que doivent respecter les tribunaux civils, si, ultérieurement, un litige de même nature surgit devant eux. La jurisprudence s'est montrée beaucoup plus large à cet égard qu'au sujet de la filiation et elle reconnaît que la juridiction pénale possède la même aptitude que les tribunaux civils pour trancher les questions de nom. Il est regrettable que son appréciation change et que son opinion se trouve modifiée en ce qui concerne les garanties que les tribunaux criminels présentent pour l'examen et la solution des difficultés, accessoires à un procès pénal, suscitées par la preuve d'une filiation.

SECTION IV

Influence du criminel sur le civil en matière de nationalité.

Absolue dans notre théorie de filiation, l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil possède la même énergie, d'après la jurisprudence, en matière de nom des personnes; mais faut-il donner la même solution à l'égard des questions de nationalité que la juridiction pénale serait appelée à résoudre? La sentence ainsi rendue liera-t-elle le juge civil pour tous les procès analogues?

Nous devons reconnaître, d'abord, que le problème ne se présente pas avec la même envergure pour la nationalité que pour la filiation, le mariage, l'état-civil et le nom des personnes. Sans doute, la nationalité ayant pour but de fixer la place d'une personne parmi les divers groupes d'individus, formera un élément de leur état, déjà en partie constitué, au moins quant à la famille, par le mariage et la filiation. Toutefois, il convient de remarquer que, si les questions de filiation ou de mariage sont de première importance quant à l'ordre social, car, selon qu'elles seront résolues dans tel ou tel sens, elles seront nuisibles ou avantageuses, non seulement à un individu, mais à une famille toute entière et aux générations subséquentes, la solution d'une question de nationalité offre

des intérêts bien plus limités. La plupart des législations reconnaissent, en effet, aujourd'hui, à leurs ressortissants la faculté de décliner à leur majorité, la nationalité qu'ils ont acquise par leur naissance, si bien que la situation des individus appartenant à un même groupe familial peut n'être pas la même quant à la nationalité.

Du moment qu'il n'y a rien de choquant à ce que des personnes unies réciproquement par un lien de parenté soient ressortissants d'états différents, il semble que l'influence de la chose jugée au criminel sur le civil ne s'impose plus avec la même rigueur et que l'intérêt du litige se restreint au procès même qui a mis en discussion la question de nationalité. On est généralement d'accord pour en déduire que la question de nationalité n'est point une question préjudicielle et que, dans le cas où la juridiction pénale est saisie d'une difficulté de cette nature le renvoi à la juridiction civile ne s'impose point.

Nous admettons également cette opinion, mais pour un autre motif ; il n'y a pas lieu, à notre avis, de faire état de ce que, parmi les éléments constitutifs de la situation juridique d'une personne dans la société, la nationalité n'occupe qu'une place secondaire ; pour nous, les tribunaux criminels possèdent les mêmes aptitudes et présentent les mêmes garanties pour les jugements des questions de cette nature que les tribunaux d'ordre civil, et il n'y aurait donc aucune bonne raison de suspendre le cours du procès pénal pour attendre la sentence du tribunal civil. Bien qu'il s'agisse ici d'un rapport de droit qui échappe, en principe, au domaine du droit criminel, les tribunaux répressifs sont compétents pour en connaître, at-

tendu que la contestation relative à la nationalité exercera une influence sur la décision finale du procès criminel ; elle en constituera un élément essentiel ; dès lors l'autorité du jugement criminel s'impose pour cette contestation comme à l'égard de toutes celles qui ont été tranchées par le tribunal criminel à propos de l'action publique. Les moyens d'information dont dispose la juridiction répressive lui permettront de rendre sur la nationalité une sentence des mieux étudiées et pour laquelle n'aura été négligé aucun procédé de découverte de la vérité. Voilà la véritable raison pour laquelle il ne saurait, en matière de nationalité, être soulevé de question préjudicielle au jugement criminel ; le même motif commande que l'autorité de la décision rendue au criminel soit absolue et respectée au civil comme au criminel.

La jurisprudence est-elle fixée dans ce sens ? Il semble qu'elle éprouve au moins des hésitations. La question s'est présentée dans ces derniers temps devant le tribunal de Marseille : un individu, prévenu d'infraction à un arrêté d'expulsion, soutenait qu'il était Français ; la preuve précise de sa nationalité n'avait pas pu être rapportée, et, dans le doute, il avait été acquitté par le Tribunal correctionnel. Plus tard, il réclama son inscription sur les listes électorales, afin de jouir de ses droits civils et politiques. Sa demande fut repoussée. Désireux de faire reconnaître sa qualité de Français, il intenta, à cet effet, un procès au préfet devant le tribunal civil, mais ce tribunal dénia au demandeur la qualité de Français et refusa de tenir compte de la sentence du tribunal correctionnel qui avait considéré implicitement comme Français, en

se fondant sur ce qu'il n'était pas lié par l'autorité de la chose jugée au criminel. (Tribunal de Marseille, 26 octobre 1900, S 1902 2 18). Cette décision se trouve, en effet, contredite par un arrêt de la Cour d'Aix en date du 6 décembre 1900 (S 02 2 17). (Voir aussi, dans le sens du maintien de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil, même en matière de nationalité, un article de M. Hubert, *Gazette des Tribunaux* du 1^{er} janvier 1896). La Cour de Pau se prononce également en faveur de l'effet purement relatif, quant aux questions de nationalité soulevées dans un procès criminel, de la sentence qui termine ce procès, et M. Lacoste accepte encore que, si l'action publique est déclarée non recevable à cause de la nationalité de l'inculpé, la question de la nationalité ne doit pas être considérée comme tranchée pour le juge de l'action civile (1).

Quant à nous, nous maintenons notre doctrine, même en ce qui concerne les questions de nationalité incidemment tranchées par la juridiction répressive. Ici, comme en matière de filiation, de mariage, de nom des personnes portées devant un tribunal criminel, l'ordre public exige que ce qui a été décidé par la juridiction répressive ne puisse plus être remis en discussion par une autre autorité ; il nous paraît difficile de nier que la société ne soit pas intéressée à ce qu'un individu considéré comme français par un tribunal criminel voie sa condition irrévocablement fixée à cet égard ; les droits et les obligations qui découlent de la qualité de national de tel ou tel

(1) LACOSTE, *De la chose jugée*, 2^e édition, n° 1273.

pays ne peuvent être effacés que par une manifestation formelle de volonté de l'individu ou par une déchéance qui l'atteint à titre de peine : ils ne sauraient se trouver subordonnés aux variations de la jurisprudence et disparaître sans que l'individu ait aucunement démérité, par le motif qu'une juridiction ne se croit pas tenue de respecter la décision émanant d'un autre tribunal.

L'individu qui se considérait comme français avait réglé sa situation en conséquence ; le jugement qui vient, par la suite détruire ses espérances est de nature à lui porter le préjudice le plus grave et le moins justifié ; d'autre part, ici comme dans tous les cas où les tribunaux se croient autorisés à entrer en contradiction avec la sentence antérieurement rendue au criminel, l'ordre social est profondément troublé par cette contrariété de décisions qui aboutit, finalement, à laisser planer le doute sur le bien-fondé des jugements ou des arrêts. Aucune raison ne nous paraît donc exiger que, relativement à la nationalité, l'autorité absolue de la chose jugée au criminel sur le civil reçoive une exception.

.

CHAPITRE III

Influence des décisions des Juridictions d'Instruction sur le Civil

Dans tout ce qui précède, nous avons laissé de côté l'influence des décisions des juridictions d'instruction sur le civil ; c'est que les décisions dont il s'agit ne peuvent aucunement lier le juge civil et les présomptions qui en résultent ne peuvent nullement être invoquées ni par le demandeur, ni par le défendeur. D'abord, en ce qui concerne les ordonnances ou les arrêts de renvoi, ils seront, en général, suivis d'une sentence qui émanera de la juridiction de jugement, laquelle statuera, ou non, dans le même sens, mais qui se substituera toujours d'une manière complète à la décision de la juridiction d'instruction. De sorte que les ordonnances ou les arrêts de renvoi ne sont pas des jugements : ils ne tranchent les difficultés qu'au point de vue de savoir si la juridiction de jugement doit ou non être saisie. Ils sont chargés de veiller à ce qu'aucune poursuite ne soit inconsiderément portée devant les tribunaux criminels. La procédure de l'instruction recherche uniquement s'il existe des indices suffisants de culpabilité pour renvoyer le prévenu devant un tribunal répressif.

Ce point élucidé, c'est alors seulement que commence le procès véritable, et la solution donnée par l'ordonnance ou l'arrêt de renvoi en ce qui concerne la recevabilité de l'action publique, la constatation et la qualification du fait, peut être modifié jusqu'au jugement, si des charges nouvelles viennent attribuer un caractère différent au fait incriminé (Cassation, 13 novembre 1845, Bulletin N° 340 ; 21 juillet 1832, Bulletin N° 279).

En outre, l'accusé ne possède pas devant la juridiction d'instruction toutes les garanties qu'il obtiendra devant la juridiction de jugement. Les droits de la défense ne sont protégés que d'une manière restreinte dans cette première phase, même depuis la loi du 8 décembre 1897 ; rien ne serait donc plus contraire au principe qui gouverne les juridictions criminelles que d'accorder, en ce qui concerne l'autorité de la chose jugée, les prérogatives des jugements aux décisions qui suivent l'instruction. (Cf. Lacoste, N°s 1279 et S.).

Quant aux ordonnances et aux arrêts de non-lieu, ils constituent également des décisions absolument provisoires et révocables ; car s'il survient des charges nouvelles, la poursuite pourra, conformément à l'article 246 du code d'instruction criminelle, être recommencée. Sans doute la décision de non-lieu équivaut à un acquittement au profit de celui qui l'a obtenue mais elle ne conserve l'autorité de la chose jugée que si les charges restent dans le même état. Mais cette décision n'a aucune influence sur les intérêts civils. De ce qu'un acte ne constitue ni un crime ni un délit, il ne s'en suit pas que l'auteur du fait n'ait causé injustement aucun préjudice à

autrui et qu'il ne lui en doive pas réparation. La juridiction d'instruction n'a, en effet, tranché la question posée qu'à un point de vue : y a-t-il ou n'y a-t-il pas lieu à suivre ? Comme le remarque fort justement M. Griolet : « Une même raison doit nous faire refuser toute autorité sur le civil à toutes les décisions de non-lieu, de quelque manière qu'elles soient motivées, et qu'elles puissent ou non être anéanties par des charges nouvelles. C'est que, si ces décisions émanent d'une juridiction criminelle, elles ne sont pas proprement des jugements criminels ; elles ne jugent rien, sinon qu'il y a lieu ou qu'il n'y a pas lieu à renvoyer devant la juridiction de jugement et à rendre le jugement criminel. Lorsqu'une ordonnance ou un arrêt de non-lieu a été rendu, il est vrai de dire qu'il n'y a sur l'affaire aucun jugement criminel (Griolet, *Loc. cit.*, p. 351). (Cf. Cassation, 19 mars 1860, S. 60, 1-544, D. 60, 1-135 ; 2 mai 1899, S. 1900, 1-24, D. 99, 1-280 ; Douai, 2 janvier 1900, S. 1900, 2-172 ; Gand, 16 juillet 1905, *Pasic.* 05, 2-278 ; Aubry et Rau, Tome VIII, § 769 *bis* ; Garraud, *Précis*, N° 629 ; Garsonnet, 2^e édition, Tome III, P. 600). Par conséquent, les décisions dont il s'agit ne pourraient être consultées par les juges civils qu'à titre de simples documents et encore est-il douteux qu'elles puissent figurer valablement parmi les motifs du jugement civil, si ces documents n'ont pas été également communiqués au défendeur, de telle manière qu'ils aient pu faire l'objet d'un débat contradictoire.

CHAPITRE IV

Influence de la chose jugée au Civil sur le Criminel en matière de questions d'Etat

C'est une question délicate que celle de l'autorité sur le criminel de la chose jugée au civil, au moins en ce qui concerne l'état des personnes. Mais ici une observation s'impose. Abstraction faite des questions d'état, le principe est que les jugements intervenant sur les questions civiles n'exercent nullement l'autorité de la chose jugée sur l'action publique et le juge criminel n'est point obligé de tenir pour constant ce que le juge civil a décidé. Ainsi, des dommages et intérêts ont été réclamés devant le tribunal civil sur le fondement d'un fait délictueux. Si le tribunal civil fait droit à la demande, reconnaissant ainsi l'existence du délit, ou s'il la repousse, par le motif que le fait incriminé n'est pas établi, l'existence ou l'absence du fait délictueux ne sera pas considérée comme prouvée aux regards de la juridiction répressive ; celle-ci pourra, en toute liberté, reprendre l'examen de la cause. *Les juges criminels demeurent donc les maîtres de nier un fait qui vient d'être reconnu par la juridiction civile ou, réciproquement, de déclarer constant le fait commis, alors que les tribu-*

naux civils ne l'ont pas considéré comme suffisamment établi.

Le motif qui justifie ce principe est que les tribunaux civils ne présentent pas les mêmes garanties que les tribunaux criminels pour la découverte de la vérité en matière de délits. Devant les juridictions de répression, la preuve des délits est entourée de garanties particulières : l'exercice de l'action publique n'est pas abandonné à un simple citoyen, elle est confiée à des fonctionnaires qui, au nom de la société, sont chargés de poursuivre les infractions à la loi pénale. De plus, les preuves sont rassemblées et l'instruction préparatoire est accomplie par l'autorité, qui dispose de moyens d'information singulièrement plus étendus que ceux des particuliers ; le législateur s'est efforcé de régler la procédure devant les juridictions de jugement de manière à approcher le plus possible de la vérité tant dans l'intérêt du prévenu qu'au point de vue de l'ordre social ; il est, dès lors, rationnel que les juridictions civiles, étant dépourvues de ces diverses garanties ne puissent imposer leurs décisions, comme étant l'expression de la vérité absolue, aux tribunaux de l'ordre répressif. Telles sont les raisons pour lesquelles l'article 3 pose en principe que, lorsque l'action civile est portée devant un tribunal civil, l'exercice en est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile. Si le législateur défend de statuer sur l'action civile quand une juridiction répressive est saisie de l'action publique, c'est qu'il tient à ce que le tribunal civil conforme sa décision à celle de la juridiction pénale et ne se mette pas en contradiction avec ce qui aura été jugé par elle.

Le principe que la chose jugée au civil est sans influence sur l'action publique et que les deux juridictions sont absolument indépendantes l'une de l'autre, est-il appelé à subir une restriction en matière de questions d'état ? Faut-il dire qu'en pareil cas la décision du tribunal civil rendue sur la question d'état s'impose au tribunal répressif ?

On serait tenté, à première vue, de le soutenir, et, dans cette doctrine, la décision du tribunal civil rendue sur la question d'état s'imposerait au tribunal répressif. En faveur de cette opinion, on pourrait être désireux d'invoquer un argument de logique juridique. En effet, si, dans la première partie de notre travail, nous avons soutenu que les tribunaux répressifs possèdent l'aptitude à juger des questions d'état et que les preuves légales destinées à faciliter la démonstration de cet état peuvent être reproduites devant eux, de sorte que la décision intervenue sera revêtue de l'autorité de la chose jugée, non seulement quant à la condamnation pénale, mais encore quant à la difficulté relative à l'état, il semble qu'il y aurait manifestement contradiction à prétendre que les tribunaux civils, institués précisément et en première ligne pour trancher les questions d'état, n'ont pas leurs décisions sanctionnées par l'autorité de la chose jugée vis à vis du criminel. L'état engendre des droits et, lorsque le droit qui est invoqué doit avoir pour conséquence de faire disparaître une infraction en rendant licite un acte qui semblait défendu, on pourrait soutenir que le jugement civil qui a consacré antérieurement cet état ne saurait être méconnu ou contredit par la juridiction criminelle saisie de l'action publique.

Toutefois, nous allons voir que cette solution serait erronée. Mais, avant de poser la règle, il faut voir comment la difficulté peut se présenter devant les tribunaux répressifs.

Il suffit, pour le concevoir, de prendre le contre-pied de toutes les hypothèses sur lesquelles nous avons raisonné dans la première partie. On peut ainsi supposer qu'un rapport de filiation est établi entre deux personnes en vertu d'un jugement qui émane d'un tribunal civil ; ce rapport de filiation est l'élément constitutif ou la circonstance aggravante d'un crime ou d'un délit, qui est ultérieurement imputé à l'une de ces personnes et qui fait l'objet d'une poursuite devant la juridiction répressive. L'accusé serait-il fondé à soutenir que le lien de filiation qu'on lui oppose ne peut pas résulter, au criminel, du jugement rendu par le tribunal civil ? — Ou encore en matière de mariage, il est possible qu'un individu ait contracté successivement deux unions, puis la nullité du second mariage est demandée et elle est prononcée par un tribunal civil : la juridiction criminelle sera-t-elle néanmoins en droit de poursuivre l'individu comme coupable de bigamie ? — La nationalité peut soulever également des difficultés analogues. Par exemple, à la suite d'une instance introduite devant un tribunal civil, un individu a fait reconnaître sa qualité de Français. Malgré cette sentence, un arrêté d'expulsion est pris ultérieurement contre lui ; l'individu se plaint que cette mesure soit dénuée de fondement : dans ce cas, nonobstant, la défense qu'il présente, le tribunal correctionnel peut-il le condamner pour infraction à l'arrêté dont il s'agit et méconnaître ainsi la décision civile antérieure en date ?

Dans tous les cas, *faut-il dire que l'autorité de la chose jugée au civil s'impose d'une manière absolue au criminel ?* En législation, on pourrait invoquer deux motifs en faveur de cette solution : d'abord l'ordre public, qui, ici comme précédemment, commande que les décisions de justice ne se trouvent pas en antinomie. Puis, il semble que rien ne permet de suspecter le bien fondé de la sentence civile, étant donné que les tribunaux civils sont spécialement institués pour se prononcer sur les difficultés de cette nature et que les magistrats qui les composent ont, par profession, l'habitude d'appliquer les règles relatives à l'état des personnes. Les principes, les règles, les modes de preuve qui gouvernent le mariage et la filiation sont développés dans le code civil ; par suite, il est permis de trouver singulier que ces questions, si capitales au point de vue social, ne soient pas résolues d'une manière définitive par le tribunal civil. Pourquoi des jugements civils rendus sur des difficultés de ce genre n'existeraient-il pas *ergà omnes* et comment comprendre que leurs dispositions puissent être méconnues par des déclarations ultérieures de la juridiction criminelle ?

C'est cependant l'opinion contraire qui doit être adoptée et nous verrons d'ailleurs (questions préjudicielles), comment le législateur s'y est pris pour éviter la co-existence de décisions contradictoires qui seraient de nature à engendrer des conflits insolubles. Mais, auparavant, il convient d'écarter deux opinions qui sont toutes les deux en dehors de la vérité.

D'après une première doctrine, il y aurait autorité du civil sur le criminel en matière de question d'état, toutes les fois

que celle ci a été débattue avec tous les membres de la famille existant au moment du premier procès. C'est ce que semblent affirmer Aubry et Rau (t. 6, p. 26 4^e éd.). Mais cette théorie aboutirait à cette conséquence que tous les membres de la famille vivant lors du premier procès devraient être présents à l'action ou mis en cause ; condition qui se heurterait, la plupart du temps, à des obstacles incessants et insurmontables.

Il n'y a pas lieu davantage de faire état de la circonstance que l'instance civile a été débattue avec un contradicteur légitime, pour en inférer que la chose jugée au civil sur les questions d'état a autorité sur le criminel. Telle est cependant la doctrine enseignée par plusieurs auteurs (Toullier, Duranton, Proudhon). D'après ces jurisconsultes, l'état judiciairement établi au civil ne peut plus être remis en discussion au criminel, mais c'est seulement dans le cas où l'ensemble des intéressés aura été représenté par le contradicteur légitime, c'est à-dire, par la personne qui a le plus grand intérêt au procès, (le père et la mère dans les questions de filiation, ou, à leur défaut, les parents les plus rapprochés). C'est la théorie soutenue par Demolombe, qui l'a trouvée dans l'ancien droit, où elle avait joui d'un certain crédit. (Demolombe, *Traité de la paternité et de la filiation*, nos 322 et s.). Mais l'éminent civiliste reconnaît lui-même qu'elle offre seulement une apparence de vérité. La jurisprudence, après lui avoir accordé, au début, une certaine autorité. (Bordeaux, 10 mai 1864, s. 64, 2 179 ; Cassation, 3 janvier 1866, s. 66, 1 89, D. 66, 1 147), se prononce franchement contre elle et les décisions les plus récentes n'en tirent aucun argument. (Agen 10 juin 1890, S. 93,

24 ; D. 91, 2 153 ; Paris 10 février 1898, D. 1900, 2 57). En réalité, la théorie du contradicteur légitime ne saurait exercer aucune influence sur la solution du problème. Il est inutile d'exiger la présence d'un contradicteur légitime, elle ne peut avoir pour résultat d'attribuer à la chose jugée au civil une autorité absolue sur le criminel. Il est difficile en effet, de découvrir le fondement juridique de cette doctrine. Le prétendu contradicteur légitime, c'est-à-dire celui qui jouerait le rôle de représentant de la famille en vue de contester le rapport de filiation qui est allégué, n'a reçu en réalité aucun mandat conventionnel ou légal, susceptible de justifier le rôle qu'il réclame. De sorte que, en recourant à cette théorie, on complique inutilement et on transforme arbitrairement la difficulté qu'il s'agit de résoudre, c'est-à-dire la question de savoir si le civil doit exercer une influence sur le criminel dans les questions d'état.

Si l'on voulait admettre que cette influence existe, il y aurait une autre raison bien plus simple à invoquer. On pourrait dire, mais en législation seulement et non au point de vue des textes existants, que les jugements qui créent un état de droit, soit au criminel, soit au civil, doivent exercer les uns sur les autres une autorité absolue. Il semble en effet, que ce caractère d'universalité des effets de la décision rendue en matière d'état est nécessaire dans un intérêt supérieur. En bonne législation, tous les jugements attributifs d'un état, intervenus au criminel comme au civil, s'imposent non seulement aux parties en cause, mais encore aux tiers et cela en raison du but qu'il s'agit d'atteindre. Comment concevoir en

effet, que le jugement qui prononce la nullité d'un mariage et celui qui reconnaît une filiation possèdent la même efficacité, s'ils ne produisent que des effets relatifs et si leur autorité s'efface dès la clôture du débat qu'ils sont venus trancher ? Le respect des droits conférés par la justice s'impose au moins au même degré que celui des droits qui résultent d'une convention ; il est banal de répéter que le mariage et la filiation forment les bases de la société ; dès lors, du moment qu'ils ont été établis à l'aide des preuves légales, il est théoriquement indispensable que personne n'ait désormais le pouvoir de remettre en discussion l'état ainsi proclamé ; il faut que pour la tranquillité dans la famille et aussi pour l'ordre social, une situation stable et précise soit assurée pour l'avenir, non seulement aux intéressés, mais encore à leurs descendants *in infinitum*.

Cependant il n'en est pas ainsi dans notre droit actuel, et *l'on admet au contraire que les jugements qui interviennent sur les actions civiles sont dépourvus d'autorité au criminel*, de telle sorte que le juge criminel n'est jamais obligé de tenir pour constant ce que le juge civil a décidé, et l'on s'appuie en général sur les arguments suivants pour démontrer le bien fondé de cette doctrine : on dit que, si, quant au fait, il y a identité entre le procès civil et le procès criminel, il n'en est pas de même en ce qui concerne les autres éléments requis pour qu'il y ait chose jugée.

D'abord, l'objet de l'instance n'est pas semblable : d'un côté c'est la réparation d'un préjudice que le demandeur s'attache à obtenir ; de l'autre, c'est l'application d'une peine qui est réclamée.

L'identité des personnes n'existe pas davantage; le ministère public, par cela qu'il est l'organe de la société représente bien quant au fait incriminé la personne qui se prétend lésée, mais il n'est pas possible de soutenir que la partie lésée, quand elle agit au civil au nom de son intérêt privé, puisse être considérée comme représentant la société, qui, elle, ne vise que l'application d'une peine. Dès lors, le jugement rendu sur une action civile ne saurait avoir aucune influence, sur l'action qui peut être intentée ultérieurement devant la juridiction correctionnelle ou devant la cour d'assises à raison du même fait. L'action publique n'est jamais paralysée par cette décision. Le Ministère public est toujours le maître d'agir au nom de la société, alors même que dans la première instance, aucune réserve n'aurait été formulée par lui; quelles que soient les conclusions qu'il a pu prendre devant la juridiction civile, qu'elles soient ou non conformes au jugement, il demeure libre de poursuivre le délit devant les tribunaux répressifs, car il n'agit pas en la même qualité quand il prend des conclusions au civil ou quand il poursuit une infraction au criminel.

De même, le principe universellement accepté aujourd'hui et découlant d'ailleurs de la loi elle-même, c'est que le jugement rendu par la juridiction civile n'exerce aucune influence sur la décision que les juges criminels sont appelés à prononcer. Leur liberté d'appréciation demeure entière, ils ont la faculté de nier un fait dont l'existence a été antérieurement reconnue par la juridiction civile et à l'inverse, de déclarer constant le fait commis, alors que, pour les tribunaux civils, il n'était pas suffisamment établi.

Mais il n'est pas douteux que cette conception législative, que la doctrine et la jurisprudence appliquent avec une grande rigueur, ne se heurte à des difficultés inextricables. Il faudrait, dans un bon système législatif, accepter l'autorité du criminel sur le civil, sous peine d'aboutir à de singulières conséquences. Par exemple, voici que le ministère public, informé d'un cas de bigamie traduit le bigame devant la juridiction criminelle et obtient sa condamnation ; il va en résulter que le juge civil saisi ultérieurement d'une demande en nullité de mariage pour cause de bigamie ne pourra pas refuser de prononcer la nullité en présence de la sentence antérieure du tribunal de répression (Lacoste, 2^e éd., n° 1207 ; Garraud, Précis, n° 630). Si maintenant, par suite d'une circonstance quelconque, dix années s'étant écoulées depuis la date du second mariage, l'action publique ne peut plus être exercée, le ministère public aura alors la ressource de porter l'action devant la juridiction civile en vertu des termes formels de l'article 190 (argument des mots « peut » et « doit ») de faire reconnaître la bigamie et faire prononcer la nullité du second mariage. Or, la raison et l'équité se refusent à admettre que la portée de la décision soit différente dans les deux cas. Il est certain que les mêmes motifs militent dans les deux hypothèses pour que la sentence acquière une autorité analogue ; l'ordre public est intéressé dans les deux procès au même degré. La circonstance que l'affaire a été portée devant la juridiction civile, au lieu de l'être devant la juridiction criminelle, est tout à fait secondaire, il existe toujours le même intérêt à ce que, quels que soient les juges chargés

de statuer, l'état des personnes soit fixé d'une manière irrévocable.

Qu'on suppose encore une substitution d'enfant qui est reconnue exister par la juridiction civile à l'occasion d'un litige d'ordre privé. Cette substitution constitue un délit qui donne lieu à une poursuite pénale, en vertu de l'article 345 du code pénal. Il est évident que la substitution devra alors être considérée par le tribunal criminel comme établie *ergà omnes*: cela résulte du rapprochement des articles 327 code civil et 345 code pénal. Toute solution contraire heurterait le bon sens de la manière la plus évidente. Il semblerait donc qu'il devrait en être de même de toutes les questions d'Etat, qui, tranchées par un tribunal civil, suscitent ultérieurement une difficulté soumise accessoirement à l'action publique, à un tribunal répressif. Logiquement le juge criminel ne devrait point être libre de contredire la sentence antérieure. Ce n'est point d'ailleurs là une conception purement théorique, elle a été acceptée par certaines législations contemporaines, notamment par le code civil allemand de 1900, art. 629, et par le code hollandais, art. 1957. Le premier de ces deux textes, statuant sur les nullités de mariage, dispose que « le jugement rendu sur une action en nullité absolue ou sur une action en nullité relative et ayant acquis force de chose jugée du vivant des deux époux a effet pour et contre tous ». Ce texte admet ainsi que, toutes les fois que la juridiction civile a examiné en premier lieu une question d'état qui se rattache à un crime ou à un délit, la question criminelle se trouve préjugée et l'infraction qui dépend d'une difficulté relative à l'état dont l'interprétation

a été fournie par le tribunal civil est établie d'une manière irrévocable. Donc, dans ce système législatif, lorsque le fait incriminé est postérieur au jugement civil qui a créé ou aboli l'état de droit, lequel constitue une circonstance aggravante ou un élément même du fait délictueux, le tribunal répressif ne peut pas plus nier l'état, créer, qu'affirmer l'état auquel ont mis fin les juges civils. En d'autres termes, le fait délictueux commis après le jugement civil est, pour toute juridiction, le fait d'une personne qui se trouvait placée dans l'état de droit créé par la décision civile.

En France, l'opinion d'après laquelle il ne peut y avoir dépendance du criminel vis-à-vis du civil, même en matière de question d'Etat, pourrait être tentée de s'appuyer sur l'article 100 du code civil d'après lequel, le jugement de rectification ne pourra, dans aucun cas, être opposé aux parties intéressées qui ne l'auraient point requis ou qui n'y auraient pas été appelées. Il semble qu'on peut dans une certaine mesure déduire de ce texte que, la relativité de la chose jugée (Art. 1351) étant générale et ne souffrant aucune exception quant aux questions d'état, la juridiction répressive n'est point liée par une décision antérieure d'un tribunal civil qui ordonnait la rectification d'un acte de l'état-civil.

Toutefois il convient de ne pas exagérer la portée de l'argument que l'on peut tirer de l'article 100, car ce texte vise moins les questions d'état elles-mêmes que les actes qui sont destinés à constater cet état. D'ailleurs les jugements rectificatifs des actes de l'état-civil sont rendus le plus souvent sur requête, sans qu'il y ait de débat contradictoire qui permette

au juge, en appréciant la valeur des arguments fournis de part et d'autre, de se former une conviction et de rendre une décision étayée sur des bases suffisamment solides (Voir Cour de Paris, 10 février 1898, D 1900, 2-57).

Mais, cette réserve faite, au sujet de l'influence de l'article 100 sur la solution du problème, il n'est pas douteux que dans notre législation, le civil n'a aucune autorité sur le criminel.

Toutefois ce principe subit une restriction importante lorsqu'il y a contestation sur un fait de l'examen duquel dépend l'existence de l'infraction, lorsque les personnes prévenues d'un délit, sans dénier le fait que leur est imputé se bornent à alléguer que ce fait constitue l'exercice d'un droit qu'elles possèdent et qu'elles ont agi légalement. Alors si le droit qui est invoqué doit avoir pour conséquence de supprimer l'infraction en rendant licite un acte qui semblait prohibé, il en résulte que l'existence de ce droit constitue une question préjudicielle dont l'appréciation par la juridiction civile doit précéder le jugement répressif. Normalement il appartiendrait sans doute à la juridiction criminelle, appelée à se prononcer sur l'existence d'une infraction, d'en vérifier tous les éléments constitutifs et d'examiner toutes les questions s'y rattachant alors même qu'elle ne serait pas compétente pour en connaître si ces questions étaient directement portées devant elle (note du président Barris, année 1313).

Mais ce principe reçoit une dérogation formelle dans deux cas : *en matière de suppression d'état* (art. 326-327 du code civil) *et en matière de propriété immobilière* (art. 182 du code forestier, 59 de la loi du 15 avril 1829 et 16 de la loi du 23 juillet

1857). Dans ces hypothèses, et par exception, le pouvoir de trancher un litige dont la solution liera la juridiction criminelle va être confiée à un autre juge et le tribunal répressif devra suspendre l'examen de l'affaire jusqu'à ce qu'il ait été statué sur cette question préjudicielle. La première hypothèse concerne le délit de suppression d'état qui consiste dans tout acte ayant pour effet de priver un enfant de la preuve légale de sa filiation soit en l'empêchant d'acquiescer cette preuve, soit en lui enlevant la preuve acquise. Comme ce délit suppose deux faits distincts, l'existence de l'état prétendu supprimé et la suppression de cet état, il y a deux questions à résoudre, l'une civile, l'autre criminelle. D'après la règle générale, le tribunal répressif devrait être compétent pour statuer sur la question d'état soulevée par la poursuite, malgré son caractère civil, mais les articles 326 et 327 viennent ici apporter une exception formelle à la règle. Il y a même plus : non seulement le civil tient en ce cas le criminel en état, mais l'action même du ministère public dépend de l'action civile, et il ne peut agir tant que la partie lésée n'a pas fait juger la question d'état par le tribunal civil (il convient de noter que cet article 327 ne s'applique plus et que le ministère public poursuit librement lorsque l'état de l'enfant n'est pas contesté (Crime d'exposition ou de délaissement d'enfant). (Cf. Garçon, Code pénal, annoté sous l'article 345, n° 160).

De même, d'après l'article 182 du code forestier et l'article 59 de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche, lorsque dans une poursuite relative à une infraction contre une propriété immobilière, le prévenu soutient qu'il avait le droit de faire ce qu'on

lui reproche, attendu qu'il avait sur l'immeuble un droit de propriété ou un autre droit réel, le tribunal de répression doit surseoir au jugement de l'action publique jusqu'à ce que la question civile ait été tranchée par les tribunaux civils. Mais il n'y aurait pas question préjudicielle lorsque l'infraction soulève une question de propriété mobilière et le tribunal répressif serait compétent pour la trancher. (Cf. Garçon, code pénal, annoté sous l'article 379, n° 486 et s.).

En dehors du délit de suppression d'état où la question d'état est considérée comme question préjudicielle par la loi elle-même, la jurisprudence considère également comme préjudicielle la question de validité du mariage et elle oblige la juridiction criminelle à renvoyer cette question pour ce motif devant les tribunaux civils (V. Cassation 13 avril 1847, D. 67-1-353). D'après cet arrêt, « si la disposition exceptionnelle de l'article 326 ne peut être étendue au delà de ses limites, elle doit au moins être appliquée à tous les cas qu'elle a prévus... Elle embrasse toutes les questions d'état procédant de la paternité et de la filiation, ainsi qu'il résulte des expressions plus générales qui forment la rubrique du titre 7 du livre des Personnes, et ainsi les demandes en nullité de mariage, auxquelles se rattache par un lien nécessaire la filiation des enfants, sont régies par le dit article. »

Donc, dans la mesure où il existe des questions préjudicielles la contrariété des décisions entre la juridiction criminelle et les juridictions d'un autre ordre sera évitée. Mais il n'en est plus ainsi lorsqu'il s'agira d'un jugement civil relatif à l'état des personnes. L'influence du civil sur le criminel n'existera

pas. *Les juges criminels et, en particulier le jury, ne seront jamais liés par un jugement rendu au civil même en matière de question d'état.* Ils posséderont toujours leur pleine liberté d'action et seront toujours maîtres de répondre d'une façon différente de la décision rendue par le tribunal civil. Donc les juges criminels pourront contester un état antérieurement^t reconnu par la juridiction civile. Le tribunal civil a-t-il dit « X... est le fils de N.. », le tribunal criminel pourra décider le contraire. Alors même qu'il lui est simplement demandé de reconnaître l'exactitude du jugement civil, le tribunal répressif pourra encore émettre une opinion opposée. Réciproquement, il pourra regarder comme constant un état réclamé, alors que le tribunal civil ne l'aurait pas considéré comme suffisamment établi. Le tribunal criminel et spécialement le jury est, dans notre législation absolument libre de ses décisions et il n'y a pas à parler, en ce qui le concerne, de dépendance vis-à-vis du civil.

Il n'y a pas en matière d'état des personnes de dérogation véritable apportée au principe que la chose jugée au civil est sans influence sur l'action publique, lorsque, en matière de paternité, de filiation ou de mariage, les magistrats de l'ordre répressif sont tenus de s'incliner par exception devant une décision antérieurement rendue au civil sur la question d'état, car il s'agit alors d'une question préjudicielle et l'on sait que le nombre de ces questions est limitativement déterminé. En dehors du délit de suppression d'état de filiation et des délits qui mettent en jeu la validité du mariage, les questions d'état qui se rattachent à une infraction n'offrent aucun caractère

préjudiciel et les tribunaux répressifs sont compétents pour les résoudre.

Cette conception législative se justifie, dit-on, par l'idée que le tribunal criminel possède dans sa plénitude le droit de vérifier tous les éléments de l'infraction dont il est appelé à connaître d'examiner toutes les questions qui s'y rattachent. Alors même qu'il s'agit de l'état des personnes, et réserve faite des questions préjudicielles, son rôle est illimité. Il est compétent pour apprécier la difficulté alors même que la justice civile s'est prononcée sur l'existence de l'état prétendu ou dénié. La juridiction criminelle acquiert ainsi le pouvoir d'examiner à nouveau dans tous leurs détails des litiges qui ont été précédemment tranchés par des tribunaux d'un autre ordre, et cela bien que les questions d'état paraissent être essentiellement dans le domaine des tribunaux civils.

Mais cette conception juridique est assurément regrettable car la possibilité d'une contradiction apparaît ainsi entre l'arrêt criminel et la décision civile antérieure.

CONCLUSION

Nous avons examiné successivement le principe de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil, et l'influence de la chose jugée au civil sur le criminel : nous nous sommes efforcé de justifier la doctrine d'après laquelle, dans toutes les hypothèses où une question d'état aura été résolue par les tribunaux criminels, leur sentence s'imposera à la juridiction civile et réciproquement. A la vérité, si des difficultés ont surgi, c'est surtout en ce qui concerne le premier point, c'est-à-dire l'impossibilité pour le juge civil de contredire la décision émanant des tribunaux répressifs qui a tranché, même d'une manière indirecte, une question d'état. Cependant, les jugements de ces tribunaux réclament, pour toutes les questions qu'ils sont appelés à résoudre, la même autorité que les décisions d'ordre civil, et toute atteinte qui serait portée au fonctionnement de la justice criminelle ne tarderait pas à se répercuter sur les autres branches du droit. S'il était permis de mettre en doute le bien fondé des sentences pénales en ce qui concerne les questions d'état, les droits des particuliers en souffriraient autant que l'intérêt général ; on aboutirait à des situations équivoques, à des injustices qui se révéleraient dans les espèces les plus diverses. Selon la juste remarque de Demolombe : « Nul ne peut avoir deux mères ni deux pères- et il y a là bien plus qu'une impossibilité légale, une impossibilité physique et naturelle ; or, il est irrévocablement jugé

que cet individu a pour auteurs tel homme et telle femme : donc, il ne saurait être admis à réclamer encore une autre filiation. Il serait également inadmissible qu'une femme dont, par exemple, le premier mariage a été déclaré nul dans un procès de bigamie tranché par la juridiction criminelle, puisse, néanmoins, au civil, continuer à invoquer son incapacité de femme mariée et réclamer la nullité des actes qu'elle aurait passés sans autorisation. Insoutenables également seraient, en pareil cas, la prétention d'une femme qui entendrait se prévaloir, vis-à-vis des tiers, de ses conventions matrimoniales et celle d'un époux qui manifesterait le désir de conserver, malgré la nullité prononcée, les donations que des tiers lui auraient consenties par contrat de mariage. Le législateur n'a certainement pas voulu créer des situations aussi compliquées et même insolubles, puisque, vis-à-vis de certaines personnes et au regard de certaines situations, l'état d'un individu serait considéré comme existant, alors que, dans d'autres hypothèses, il apparaîtrait sous un aspect différent.

L'individu qui est regardé comme coupable par la juridiction pénale doit être tenu également pour coupable par les tribunaux civils, et les difficultés résolues par la juridiction criminelle pour arriver à établir sa sentence ne peuvent pas être remises en question par les tribunaux civils. La moindre contradiction serait de nature à engendrer les conséquences les plus graves pour l'ordre public, dès qu'elle éclaterait à propos de faits qui offriraient entre eux la plus grande affinité.

Assurément, les tribunaux de répression n'ont pas pour mission de constater l'état des personnes ; mais, en dehors

des cas où la question d'état a été formellement considérée comme préjudicielle par la loi (Art. 327), il faut bien que le tribunal criminel, qui est chargé de réprimer les infractions, arrive à découvrir les éléments du fait incriminé. Or, si l'infraction est subordonnée à la solution d'une question d'état, il est indispensable de trancher cette question pour en déduire soit une peine, soit un acquittement ; et la décision prise à cet égard par la juridiction criminelle ne saurait être mise en discussion par les tribunaux civils sans que cette reprise du procès puisse aboutir à une autre solution que la déclaration de non culpabilité d'une personne antérieurement condamnée, ou que la déclaration de culpabilité d'une personne que les juges criminels avaient acquittée. Ce qui a été décidé par une juridiction de répression ne saurait être critiqué par une autre autorité.

On ne saurait objecter contre cette doctrine que les questions d'état soulevées devant les tribunaux criminels n'ont qu'un caractère accessoire et incident, et que, par suite, la décision du juge criminel ne doit pas lier le juge civil ; il ne nous paraît pas juridique de soutenir que des questions dont dépendent soit l'incrimination, soit la pénalité, auxquelles sont subordonnés l'acquittement, la condamnation ou l'aggravation de la peine, présentent un caractère secondaire et ne jouent qu'un rôle accessoire, lorsqu'il s'agit d'apprécier une situation aussi grave que celle d'un accusé, dont la liberté et l'honneur dépendant de la décision des juges. On pourrait reproduire, au sujet des questions d'état, l'appréciation formulée par M. Audinet relativement à des rapports de droit civil

d'une autre nature : « Lorsqu'un arrêt de Cour d'assises condamne un individu comme coupable de vol qualifié, comment soutenir que cette sentence se restreint à ceci : la société est en droit de faire subir à l'accusé la peine de la réclusion ou celle des travaux forcés ; et qu'elle n'a aucune autorité quant à l'existence et à l'imputabilité de l'acte incriminé ? ». De même, comment pourrait-on soutenir qu'un individu doit être absout d'une poursuite pour vol, parce que la juridiction répressive a établi son lien de parenté avec la victime et néanmoins, prétendre, au civil, qu'il n'existe entre ces personnes aucun rapport de filiation ? L'intérêt général, c'est-à-dire la présomption de vérité qui s'attache aux décisions de justice, s'oppose à ce que les faits affirmés ou niés par les tribunaux répressifs soient remis en discussion devant la juridiction civile : l'autorité de la chose jugée en matière d'état doit gouverner aussi bien les rapports du criminel et du civil que les relations entre les sentences criminelles et les décisions civiles antérieures en date. Ce principe présente, à nos yeux, une telle importance qu'il devrait être créé de toutes pièces s'il entraînait véritablement en contradiction avec les textes de nos lois actuelles.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

E. GARÇON.

Vu :

et permis d'imprimer,

LE VICE-RECTEUR
DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
L. LIARD.

Vu :

LE DOYEN,
LYON-CAEN.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	4
INTRODUCTION	5
CHAPITRE I. — Le fondement du principe de l'auto- rité de la chose jugée au criminel sur le civil. .	11
CHAPITRE II. — Influence de la chose jugée au cri- minel sur le civil en matière de questions d'état.	25
SECTION I. — Influence du criminel sur le civil en ma- tière de filiation ,	38
SECTION II. — Influence du criminel sur le civil en ma- tière de mariage	69
SECTION III. — Influence du criminel sur le civil en ma- tière d'état-civil	77
SECTION IV. — Influence du criminel sur le civil en matière de nationalité.	84
CHAPITRE III. — Influence des décisions des juri- dictions d'instruction sur le civil.	89
CHAPITRE IV. — Influence de la chose jugée au civil sur le criminel en matière de questions d'état .	93
CONCLUSION	110

